

LES "TEMPS NOUVEAUX" Paraissant tous les 15 jours avec un Supplément littéraire.
10 cent. le numéro. — Administration : 4, rue Broca.
ABONNEMENT France, un An, 3 fr. — Extérieur, 4 fr.

EN VENTE AUX "TEMPS NOUVEAUX"

Aux Jeunes Gens, par KROPOTKINE, couverture de ROUBILLE.....	» 15
La Peste religieuse, par J. MOST.....	» 15
L'Education libertaire, D. NEUWENHUIS, couverture de HERMAN-PAUL.....	» 15
Enseignement bourgeois et Enseignement libertaire, par J. GRAVE, couverture de CROSS.....	» 15
Le Machinisme, par J. GRAVE, avec couverture de LUCE.....	» 15
Les Temps Nouveaux, KROPOTKINE, avec couverture de C. PISSARO.....	» 30
Pages d'histoire socialiste, par W. TCHERKESOFF.....	» 30
La Panacée-Révolution, par J. GRAVE, avec couverture de MABEL.....	» 15
A mon Frère le Paysan, par E. RECLUS, couverture de L. CHEVALIER.....	» 15
La Morale anarchiste, par KROPOTKINE, couverture de RYSELBERGHE.....	» 15
Déclarations, d'ETIÉVANT, couverture de JEHANNET.....	» 15
Rapports au Congrès antiparlementaire couverture de C. D SSV.....	» 85
La Colonisation, par J. GRAVE, couverture de COUTURIER.....	» 15
Entre Paysans, par E. MALATESTA, couverture de WILLAUME.....	» 15
Le Militarisme, par D. NEUWENHUIS, couv. de COMIN'ACHE (en réimpression)	» 15
Patrie, Guerre et Caserne, par CH. ALBERT, couverture d'AGARD. id.....	» 15
L'Organisation de la Vindicté appelée Justice, par KROPOTKINE, couv. de J. HÉNAULT.....	» 15
L'Anarchie et l'Eglise, par E. RECLUS, et GUYOU couverture de DAUMONT (en réimpression).....	» 15
La Grève des Electeurs, par MIRBEAU, couverture de ROUBILLE.....	» 15
Organisation, Initiative, Cohésion, J. GRAVE, couverture de SIGNAC.....	» 15
Le Tréteau électoral, piécette en vers, par LÉONARD, couv. de HEIDBRINCK.....	» 15
L'Election du Maire, piécette en vers, par LÉONARD, couv. de VALLOTON.....	» 15
La Mano-Negra, couverture de LUCE.....	» 15
La Responsabilité et la Solidarité dans la lutte ouvrière, par NETTLAU, couverture de DELANNOY.....	» 15
Anarchie-Communisme, KROPOTKINE, couverture de LOCHARD.....	» 15
Si j'avais à parler aux Electeurs, par J. GRAVE, couv. de HEIDBRINCK.....	» 10
La Mano-Negra et l'Opinion française, couverture de HÉNAULT.....	» 10
La Mano-Negra, dessins de HERMAN-PAUL.....	» 40
Entretien d'un Philosophe avec la Maréchale, par DIDEROT, couverture de GRANDJOUAN.....	» 15
L'Etat, son rôle historique, par KROPOTKINE, couverture de STEINLEN.....	» 25
La Grève générale, par BRIAND.....	» 10
L'Antipatriotisme, par HERVÉ.....	» 15
Militarisme, par FISCHER.....	» 20
Affaire de l'attentat de la rue de Rohan, Plaidoirie de M. Izouard.....	» 50
Le Mensonge patriotique, MERLE.....	» 15
L'Amour libre, Madeleine VERNET.....	» 15
Contre le brigandage marocain, HERVÉ.....	» 20
Deux Tsars, par M. S.....	» 30
Vers la Russie libre, par BULLARD, couverture de GRANDJOUAN.....	» 45
Le Syndicalisme dans l'Evolution sociale, J. GRAVE, couv. de NAUDIN.....	» 15
Les Habitations qui tuent, par Michel PETIT, couv. de Frédéric JACQUES.....	» 15
Le Salariat, par P. KROPOTKINE, couverture de KUPKA.....	» 15
Evolution-Révolution, par E. RECLUS, couverture de STEINLEN.....	» 15
Les Incendiaires, par VERMERSCH, couverture de HERMAN-PAUL.....	» 15
La Vérité sur l'Affaire Ferrer, par Auguste BERTRAND, couv. de LUCE.....	» 10

LA VÉRITÉ SUR L'AFFAIRE FERRER



LECTURES POUR ENFANTS

Tous les livres de lecture pour enfants sont entachés de fausse morale religieuse ou bourgeoise. Nous avons cherché, dans la littérature de divers pays, les contes qui pouvaient amuser sans fausser l'esprit et, à cette heure, nous avons en vente trois volumes de contes choisis intitulés le **Coin des Enfants**, 1^{re}, 2^e et 3^e séries, contenant des illustrations de Hermann-Paul, Kupka, Delannoy, Hénault, Iribe, Willaume, M. H. T. Delaw, et de Roëck.

Chaque volume : 3 francs
Les trois ensemble : 7 fr. 50

NOUS EN PRÉPARONS UNE 4^{me} SÉRIE

BIBLIOTHÈQUE DOCUMENTAIRE

Tous ceux qui exècrent la GUERRE,
Tous ceux qui ont la haine du MILITARISME, doivent lire :

Guerre=Militarisme Patriotisme=Colonisation

Recueils de tous ce que les écrivains les plus en vue, de toutes les époques, ont écrit contre la GUERRE et tous les maux qu'elle engendre.

Belle édition sur papier glacé, avec illustrations de Luce, Herman-Paul, Steinlen, etc., etc. Edité à **9 francs** l'exemplaire, nous laissons chaque volume à **6 francs** pour remplacer l'édition de propagande épuisée.

TERRE LIBRE

Par J. GRAVE. Illustrations de M. H. T.

Dans ce conte, écrit pour la « Escuela Moderna » de Ferrer, l'auteur a tenté de donner un aperçu de ce que pouvait être, dans une société égalitaire, l'organisation du travail.

Prix de l'exemplaire : 3 francs.

Publications des "TEMPS NOUVEAUX" N° 40

AUGUSTE BERTRAND

LA VÉRITÉ SUR L'AFFAIRE FERRER

PRIX : 10 Centimes

PREMIÈRE ÉDITION

PARIS

Au bureau des TEMPS NOUVEAUX
4, Rue Broca, 4

1910

PRÉCISIONS

Les *Temps Nouveaux* nous demandent ce que nous pensons de l'étude qu'ils publient sur le procès Ferrer.

Nous la jugeons excellente et excellemment opportune. En ce moment, toute la gent militariste et cléricale cherche à détourner l'opinion publique de l'abominable crime commis à Montjuich en bavant sur la mémoire du martyr.

Le meilleur moyen de conjurer les effets de cette bave venimeuse est de rappeler les faits avec précision et de montrer dans tous ses détails et avec toutes ses aggravations, les circonstances monstrueuses qui ont accompagné la mort de notre ami.

Pour quiconque aura lu l'étude des *Temps Nouveaux* la lumière sera éclatante, et les calomnies tomberont.

Chacun reconnaîtra en effet toute l'étendue du forfait, et comprenant l'intérêt que peuvent avoir les lâches assassins à salir leur victime, chacun jugera par cela même à leur juste valeur les ignobles calomnies qui, en tentant de déshonorer Ferrer, ne déshonorent que ses meurtriers.

L'opportunité de cette étude est d'autant plus grande que malheureusement la répression espagnole n'a pas pris fin, ainsi que d'aucuns pourraient le croire, avec l'assassinat de Ferrer et avec le changement de ministère qui l'a suivi.

Les manifestations de l'Europe consciente ont forcé Alphonse XIII à donner un semblant de satisfaction à l'opinion Européenne en éliminant pour un temps Monsieur Maura de la scène politique et en le remplaçant par un soi-disant Cabinet libéral.

Mais, comme nous avons eu plusieurs fois déjà l'occasion de le répéter, M. Moret ne vaut pas mieux que M. Maura. Il n'en est que la doublure hypocrite. Si nous avons à opter entre deux brigands nous préférons peut-être le brigand

brutal qui prend devant le monde hautement la responsabilité de son crime, au brigand hypocrite qui y met des formes et s'efforce de tromper le public sur la nature de ses actes et de ses intentions.

Au fond Maura, La Cierva et Moret, comme le monarque fantoche qui règne sur la malheureuse Espagne, ne sont que les jouets du Cléricalisme et du Militarisme aussi puissants aujourd'hui qu'hier.

Les faits qui se produisent devant les Conseils de guerre de Barcelone, les condamnations aux travaux forcés et à mort qui sont prononcées chaque jour, démontrent que ces sinistres puissances de réaction poursuivent leur œuvre. Si le public Européen s'endormait, s'il retirait son regard de ce qui se passe dans la péninsule, la masse des anarchistes, des socialistes, des républicains ou des simples libres-penseurs qui emplissent encore les prisons inquisitoriales d'Espagne, seraient impitoyablement sacrifiés.

Nous ne les arracherons au minotaure qu'en tenant l'Europe en éveil, et en montrant à Alphonse et à ses sicaires que personne n'est dupe de leur manœuvre impudente.

C'est à cette besogne nécessaire et essentiellement humaine que se consacrent les *Temps Nouveaux* par le travail qu'ils publient d'accord avec le Comité de Défense, et nous ne saurions trop vivement les encourager dans cette voie.

A. NAQUET. C.-A. LAISANT.

LA VÉRITÉ SUR L'AFFAIRE FERRER

I

LE CRIME

Le bruit sec des huit fusils qui, le mercredi 13 octobre 1909, à neuf heures du matin, crépitèrent dans le fossé de Montjuich, s'amplifia en se répercutant de conscience en conscience et renvoya aux oreilles inquiètes des assassins un écho tellement formidable qu'ils pâlirent de peur. Le courage tranquille avec lequel Maura et Alphonse XIII tiraient à l'affût, cachés derrière leurs juges militaires, leurs gendarmes et leurs soldats, les abandonna soudain.

Ils essayèrent de crâner : les manifestations dans toutes les villes de France, d'Italie, en Allemagne, au Portugal, en Angleterre, en Belgique, en Suisse, à Buenos-Ayres, dans le monde entier ; les consulats assaillis, des consuls démissionnaires ; à Londres, le seuil d'une ambassade, terre espagnole, badigeonné symboliquement en rouge ; le maire de Cherbourg jetant à la face de del Muni, avec un crachat méprisant, la décoration qu'il avait reçue du roi d'Espagne, cela n'avait pas d'importance. Cela en eut pourtant, et les bandits devaient bientôt lâcher le pouvoir auquel ils se cramponnaient, les doigts crispés sur leurs portefeuilles. Car Maura avait audacieusement promis de régner cinq ans, le maximum. Promesse de ministre. Il partit la menace et l'écume aux lèvres. Il avait pris auparavant l'engagement de publier en entier les pièces du procès Ferrer. Promesse de ministre encore. Voici comment son successeur la tint.

La brochure officielle s'intitule : *Jugement ordinaire suivi devant les tribunaux militaires dans la place de Barcelone, contre Francisco Ferrer Guardia*. Elle contient l'accusation du

Fiscal (Réquisitoire), le résumé de l'assesseur du Conseil, la sentence, le résumé de l'auditeur général, le décret du capitaine général de Catalogne approuvant la sentence et le sommaire de la procédure suivie en matière de juridiction militaire. De l'instruction, aucune pièce, de la défense, pas un mot. On a voulu prouver seulement que toutes les règles de la procédure militaire ont été scrupuleusement observées. C'est bien cela, en effet, le procès Ferrer !

Plus tard, nonobstant les sanctions qui s'imposent et auxquelles s'attendent, d'un jour à l'autre, quatre cent millions d'hommes qui n'écrivent pas l'Histoire, plus tard, d'autres reviseront le procès. On chicanera sur les textes. Pour le moment il suffit de constater ceci :

Leurs Témoignages

« Le lieutenant-colonel de la garde civile, D. Leoncio Ponte, signale Francisco Ferrer comme prenant une part active aux mouvements de Masnou et de Premia, et comme donnant le conseil à ses partisans de courir à Barcelone pour défendre leurs frères.

« Le lieutenant-colonel précité considère que la « Fraternité républicaine » de Premia paraissait être un quartier général d'incendiaires et de séditeux.

« Le journaliste D. Manuel Jiménez Moya, témoin qui ne peut être en rien suspect, puisque pour l'exaltation de ses idées il est déporté à Majorque, confirme l'accusation en disant qu'à son avis, la révolte surgit de la « Solidarité ouvrière », où avait eu lieu une réunion clandestine et d'où partirent des délégués pour diverses localités ; et il signale comme directeurs, Ferrer et ses compagnons de la Ligue antimilitariste.

« Continuant sur ce terrain, le conseiller municipal, D. Narziso Verdager Callis, affirme que suivant des renseignements qu'il n'a pas le moyen de contrôler, mais qu'il croit exacts, les événements commencèrent sous l'initiative et sous la direction d'éléments plus ou moins anarchistes, poussés et conduits par Ferrer Guardia.

« D. Juan Alsina Estival, conseiller municipal de Premia, fixe le caractère grave que prirent les événements de cette localité après l'arrivée de Ferrer dans le pays.

« D. Jaime Comas Alsina, voisin du susnommé, affirme que : une heure après le départ de Ferrer les violences commencèrent.

« D. Valentin Alonso, lieutenant de carabiniers, indique qu'à partir de l'arrivée de l'inculpé, les faits prirent un aspect distinct de celui qu'ils avaient antérieurement.

« D. Adolfo Moragas et D. Pablo Reig Cesa, soutiennent qu'après la conférence avec Ferrer l'attitude des révolutionnaires changea.

« D. Emiliano Iglesias, conseiller municipal de Barcelone, note la même direction de Ferrer sur la Solidarité Ouvrière, quoique en termes très vagues, puisqu'il dit seulement qu'il croit que cette Société dépensait plus d'argent qu'elle n'en avait.

« Mais, en échange, cette même direction de Ferrer sur la Solidarité Ouvrière, est confirmée par un témoignage tout à fait exceptionnel, celui de Baldomero Bonet, poursuivi dans l'affaire suivante pour l'incendie du couvent des Conceptionnistes et contre qui, à ce qu'il paraît, existent des charges graves, lequel Baldomero Bonet dit, en son interrogatoire dans l'affaire citée, qu'il croit que l'origine de ce qui est arrivé est imputable à la Solidarité Ouvrière et que, comme celle-ci n'abonde pas en ressources, il partage l'avis général que ces ressources lui sont fournies par l'anarchiste connu Ferrer. Le même témoin ratifie ce témoignage, confirmant son opinion, car il ne comprend pas qu'aucun autre élément ait pu occasionner les événements.

« Ce même courant d'opinion contre la Solidarité Ouvrière et contre Ferrer comme directeur de celle-ci se soutient dans la déclaration du lieutenant de première classe de la Garde civile, D. Modesto Lara, et du lieutenant d'artillerie de première classe en retraite, D. Alfredo García Magallón. Ce dernier rapportant sa rencontre avec le journaliste Pierre, de *El Progreso*, et la conversation qu'ils eurent ensemble, dit que celui-ci déclara à son tour, pour l'avoir entendu dire, que les événements de Juillet avaient un caractère anarchiste et qu'ils avaient été dirigés par la Solidarité Ouvrière dirigée par Ferrer et comme sa chose propre.

« Et dans le cas où cela ne suffirait pas, Juan Puig Ventura, alias Llarch, dans ses deux premières déclarations, entre autres choses de grand intérêt que nous examinerons plus loin, dit qu'il croit que tout a été mis en mouvement par Ferrer, car les excès qui ont été commis coïncident avec les idées de destruction dudit individu et ses affinités avec ceux, de tendance anarchiste marquée, qui militent dans la Solidarité Ouvrière.

« D. Domingo Casas Llibre, alcalde, qui conféra avec Ferrer, comme nous le verrons plus loin, et qui est poursuivi pour les événements de cette ville, indique dans ses déclarations qu'il eut l'idée que Francisco Ferrer Guardia fut l'élément directeur de toutes les violences commises dans cette région.

« D. José Alvarez Espinosa, secrétaire suppléant de la mairie de Premia, qui conféra aussi avec Ferrer, et qui est

poursuivi également pour les mêmes événements, abonde dans la même opinion, affirmant qu'il croit Ferrer le véritable instigateur et inspirateur des événements de Juillet. »

Nous avons cité **TEXTUELLEMENT**, d'après le document officiel publié par le ministère Moret.

Des opinions de gendarmes, des propos d'indicateurs, des témoignages *tout à fait exceptionnels*, en effet, de pauvres bougres que guettent le peloton d'exécution ou les présides, des gens qui, ce sont leurs propres expressions, « signalent », « considèrent », « émettent l'avis », « affirment suivant des renseignements qu'ils n'ont pas le moyen de contrôler, mais qu'ils croient exacts », « indiquent », « soutiennent », « notent » en termes très vagues, « croient », « partagent l'avis général », « confirment leur opinion », « rapportent que Pierre leur déclara pour l'avoir entendu dire », « ont l'idée », « abondent dans l'opinion », que Ferrer a été l'instigateur, le promoteur, l'auteur, le directeur, le chef, etc., de la rébellion.

Des faits précis desquels il résulte qu'à Premia les événements de Juillet eurent lieu, après l'arrivée de Ferrer dans cette ville, dit l'un, une heure après son départ, dit l'autre, à partir de son arrivée, dit un troisième.

Enfin, une raison péremptoire : les excès qui ont été commis coïncident avec les idées de destruction de Ferrer et ses affinités avec les militants de la Solidarité Ouvrière !

C'est tout cela, ce sont ces quinze dépositions, le nombre y est, arrachées par la menace, dictées par la peur, la haine, l'intérêt, la vengeance, la bêtise, qui permettent au Fiscal d'ajouter cette phrase inouïe :

« De sorte que nous avons déjà une preuve testimoniale de quinze témoins signalant Ferrer comme directeur des événements. »

Ainsi va se dérouler la sinistre farce que les officiers du roi joueront avec des gestes las d'acteurs répétant un rôle fastidieux. Et la déférence sournoise de ces juges étranges se muera bientôt en stupeur lorsqu'ils entendront un de leurs propres camarades, le capitaine de génie Francisco Galceran Ferrer, choisi au hasard entre des inconnus par Francisco Ferrer Guardia pour la similitude des noms, prononcer dans l'atmosphère équivoque de la salle d'audience ces paroles inattendues :

Le Défenseur parle

« Je dois surtout faire observer les circonstances au milieu desquelles a pris naissance le procès Ferrer. Pendant la première période seuls ses ennemis ont déposé ; on a joint

« au dossier toutes les dénonciations anonymes qui pouvaient lui être contraires ; on a réuni les opinions des autorités plus ou moins au courant de l'affaire ; on a exilé toutes les personnes qui pouvaient nous donner des éclaircissements sur sa vie, ses habitudes, les travaux auxquels il se livrait. De plus, après la lecture des griefs, on m'a refusé toutes les preuves que j'ai demandées : je n'ai pas obtenu que les personnes qui voulaient parler fussent entendues, parce que le délai fixé était déjà écoulé ; pas même un instant l'intérêt, vif et soutenu, qu'on prenait à chercher la faute, n'a visé à faire la lumière, et on a eu recours à des personnes du parti adverse, qui par toutes sortes de moyens sont arrivées à salir l'homme que je défends. »

« Tous les partisans de la réaction unis à la classe conservatrice, formant le bloc de ces gens qui se nomment pompeusement les amis de l'ordre, mais qui peut-être par leur égoïsme ont provoqué les événements de Juillet, ont voulu cacher la lâcheté qu'ils avaient montrée ces jours-là par une répression énergique de leurs adversaires et par une haine indigne, affichant le désir de voir sévir longtemps et cruellement la vengeance sociale. Constamment dans leurs journaux ils rappellent les événements de la « semaine tragique ; » et prenant pour point d'appui un prêtre estropié et une religieuse de soixante-dix ans offensée dans sa pudeur, ils prétendent faire de leur haine le plus noble sentiment, ne comprenant pas qu'une passion si misérable ne peut s'ennoblir, à quelque point qu'elle monte. »

« Ces attaques sont surtout dirigées contre Ferrer par haine et par peur de l'éducation donnée à la classe ouvrière soit dans son Ecole Moderne, soit par une série de livres publiés par la maison d'édition qu'il a créée ; par peur, je le répète, qu'en s'éclairant, les misérables ne s'élèvent et ne secouent des jougs indignes de la race humaine. C'est pourquoi ils ont tronqué d'abord, puis publié des paragraphes de livres de textes ; ils ont fait croire aux gens trop crédules que ces livres ne parlaient que d'anarchie, parce qu'ils ne parlaient pas d'une religion à laquelle doit renoncer celui qui ne sait point pardonner et qui prend pour règle de conduite la vengeance. »

« Ces attaques, parfois habiles, mais d'autres fois maladroites, ont porté leurs fruits ; elles ont formé une opinion puissante et contraire à l'accusé que je défends ; il est maintenant entouré d'une atmosphère d'hostilité capable de tuer un homme moins accoutumé que lui à toutes les injustices ;

elles ont su produire des dénonciations indignes, qui, au point de vue policier, sont sérieuses, et que certaines personnes ont eu le temps de méditer dans la brave et volontaire claustration qu'elles se sont obstinément imposée pendant la fameuse semaine. »

« Arrivons au prêt de quelques pesetas fait à la Solidarité Ouvrière, pendant la lutte qu'elle a soutenue pour les injustices subies par quelques sociétaires de la part du journal *El Progreso* », qui, après avoir maintes fois affirmé que la régénération de l'Espagne c'était la revendication des droits de la classe ouvrière, a traité ses employés de façon à pouvoir en remonter à ceux-mêmes que dans ses articles il nommait les exploités de l'espèce humaine. Cette avance d'argent a suffi pour faire traiter Ferrer d'ennemi du parti radical qu'il a toujours beaucoup honoré, lui à qui ce parti devait l'organisation de ses écoles, la seule création de la Maison du Peuple considérée comme utile même par ses ennemis, lui que ces gens-là ont payé de la plus grande ingratitude qu'on puisse imaginer chez des hommes, aidant de leurs dénonciations mensongères et de leurs avis déguisés à l'œuvre de leurs ennemis que nous verrons bientôt payés de leur peine, s'il y a encore de la Justice en ce monde. »

« Voici brièvement les éléments qui, rassemblés par l'obstination, l'égoïsme, la haine et l'ingratitude, ont formé ce bloc anti-Ferrer, qui a commencé par obtenir son arrestation et continue aujourd'hui ses attaques acharnées pour que son innocence reste douteuse et qu'il ne puisse désormais, par son action pacifique et éducative, traverser leurs entreprises et arracher à leurs griffes, ceux dont, chacun à son poste, ils comptent bien se servir pour leurs desseins équivoques. »

Un Juge d'instruction

De la façon dont le procès a été préparé, de la façon dont il a été conduit, nous connaissons déjà quelques détails. Les lettres de Ferrer, de Mme Soledad Villafranca, la plaidoirie et les déclarations du défenseur éclairent d'un jour affreux l'ignoble desoigne. En attendant que ces documents soient recueillis et classés avec tous ceux qui n'ont pas encore été publiés, il est nécessaire d'en rappeler les passages essentiels.

Ferrer écrit le 1^{er} Octobre :

..... « Arrivons au premier interrogatoire par le commandant Vicente Llivina y Fernandez, le juge chargé de mon instruc-

tion. C'était le jour de mon arrestation, le 1^{er} Septembre au soir.

« J'eus au cours de cet interrogatoire l'impression que le juge était animé d'un véritable esprit de justice et que je ne resterais pas longtemps enfermé.

« Mais quatre jours se passent sans que je sois appelé chez le juge. Le cinquième jour on m'appelle de nouveau.

« CE N'ÉTAIT PLUS LE MÊME JUGE.

« C'était un commandant du nom de Valerio Razo, et je découvris bientôt en lui le Becerra del Toro de mauvaise mémoire.

« Son premier acte fut de faire faire par deux médecins militaires une véritable exploration de mon corps, afin de voir s'il portait quelques traces de coups ou de blessures récentes.

« Ceux-ci se mirent alors à me vérifier de la tête aux pieds avec une telle attention que si, par malheur, je m'étais blessé chez moi de quelque façon que ce fût, il est probable qu'on m'aurait fait fusiller immédiatement.

« Le 9 septembre, premier interrogatoire de ce nouveau juge, au cours duquel il donna beaucoup d'importance à une note bibliographique envoyée en 1907 à Furnémont pour être publiée dans l'almanach de la Fédération internationale de la Libre Pensée. Comme j'avais déclaré que je ne faisais partie d'aucun parti politique ni révolutionnaire, me consacrant seulement à l'éducation rationaliste, il a cru me trouver en contradiction parce que, dans cette note, je faisais des déclarations révolutionnaires.

« Il fit ensuite allusion à plusieurs documents du même ordre, mais je lui fis remarquer que tout cela avait déjà été discuté en 1906 et 1907, pendant mon premier procès.

« Mais voici la chose terrible : une feuille d'appel révolutionnaire que la police a trouvée chez moi, feuille que je n'avais jamais vue et qui avait l'air très vieille. Le juge m'a dit que cette feuille avait été trouvée en présence de mon frère, de ma sœur et de Soledad.

« Je lui dis alors que je ne savais pas comment cette feuille était arrivée à la maison, mais que je pouvais affirmer ne l'avoir jamais vue. On y parle de brûler les couvents, d'exterminer les congrégations, de détruire les banques.

« Je compris alors que l'on voulait me rendre responsable de tout, bien que je n'aie rien fait.

« Dix jours s'écoulaient alors et le 19, en revoyant le juge pour mon deuxième interrogatoire, je proteste de nouveau contre la présence de cette feuille dans mon dossier, déclarant qu'il y avait un faux de la part de la police ou du juge,

« lorsqu'il déclarait que la feuille avait été trouvée en présence de ma famille.

« La perquisition faite chez moi le 11 août à Mongat, en présence de ma famille, d'un lieutenant de la garde civile et de deux autorités de la localité n'avait en effet donné lieu, après douze heures de recherches, qu'à la saisie de trois pièces : une lettre de Charles Albert adressée à mon frère, une lettre de Anselme Lorenzo parlant d'un prêt de 900 pesetas que j'avais fait à la « Solidaridad Obrera » pour louer son local, et un chiffre de correspondance avec Lerroux, vieux de plusieurs années.

« L'interrogatoire porta ensuite sur un brouillon d'appel révolutionnaire fait par moi en 1892, pendant le Congrès de la Libre Pensée, tenu à Madrid. Le juge voulait voir une connexion entre ce que j'écrivais alors et ce qui venait de se passer en juillet 1909, dix-sept ans après !

« Le juge partit me laissant dans une grande angoisse. Je me promis de protester de toutes mes forces, lors du prochain interrogatoire, contre cette tendance à vouloir trouver dans mon passé des preuves pour justifier les faits présents.

« Aujourd'hui 1^{er} octobre, le juge m'annonce qu'il a terminé l'étude de mon dossier, que je vais être jugé un de ces jours par le tribunal militaire et il me prie de choisir mon défenseur dans une liste d'officiers que je ne connais pas.

« Je lui ai répondu que j'avais beaucoup à dire sur les agissements de la police.

« **Le juge m'a répondu que la loi militaire ne ressemble pas à la loi civile.** »

Ce juge est conséquent avec lui-même : la loi militaire ne ressemble pas à la loi civile, elle est pire.

Le Secret de l'Instruction

Soledad Villafranca écrivait le 15 septembre au directeur de *El País* :

« Téruel, 15 Septembre 1909.

« Mon cher Monsieur,

« J'ai lu dans un journal depuis mon arrivée à Téruel, que, postérieurement à ma déportation en compagnie de José Ferrer et de sa femme, dona Maria Fontenbertta, on a trouvé dans une perquisition faite au Mas Germinal certains documents, parmi lesquels un manifeste révolutionnaire, que le *Diluvio* de Barcelone a inséré, ainsi que *El País* de Madrid.

« J'assistais à la perquisition opérée le 11 août au Mas Germinal par l'inspecteur Salagaray, un lieutenant de la Guardia Civil, ayant sous leurs ordres une vingtaine d'individus civils et militaires et en présence de l'alcalde et de l'alguazil de Mongat. La perquisition dura trois heures (1). Toute la maison fut fouillée et examinée minutieusement. Les recherches furent vaines, et après avoir entendu l'inspecteur exprimer sa satisfaction pour le travail fait, ce qui signifiait que chacun avait fait à ses yeux son devoir, j'ai le droit de douter de l'authenticité de l'écrit ci-dessus signalé.

« Mon doute est confirmé par le fait significatif qu'un document qui devrait être aux mains du juge sous le secret de l'Instruction, circule librement dans la presse.

« J'ai le devoir, en laissant le champ libre à la vérité et à la justice, de faire connaître ce doute légitime au public, pour combattre l'effet que ce document apocryphe peut produire dans l'opinion. »

Cette lettre renferme une phrase qui a un sens douloureusement ironique.

Le document en question ne circulait pas « librement » dans la presse. Dans la protestation qu'un certain nombre de journaux firent entendre contre la censure, ils se plaignent amèrement de la situation faite à la presse libérale.

« Mais en échange, s'écrient-ils, les journaux ministériels et cléricaux jouissent non seulement de la liberté, mais de la plus scandaleuse licence. Ils peuvent, quant à eux, publier le manifeste adressé à *l'Europe Consciente* par le Comité institué à Paris. Ils peuvent, quant à eux, livrer à la publicité les documents les plus secrets touchant ce qui se passe à Barcelone. Ils peuvent, quant à eux, violer la loi, manquer à l'équité, bafouer le droit avec leurs nouvelles revêtues de l'estampille officielle. C'est ainsi que la « *Epoca* » et « *El Universo* », par exemple, remplissent leurs colonnes de la publication intégrale de documents et d'écrits du procès qu'on instruit à Barcelone.

« Il est certain que la presse a toujours publié des informations indirectes sur l'Instruction de tous les grands procès. Jamais elle n'est arrivée à publier des documents copiés dans le dossier même, comme le font maintenant les journaux de la bande officielle. Et beaucoup moins encore lors

(1) Ferrer qui n'y assistait pas écrit, lui, douze heures. C'est là un point de détail facile à élucider.

« qu'il s'agit de tribunaux militaires, où le secret légal de
« l'instruction a été absolu. »

D'où viennent les Documents

L'origine de ce document qui fait tant de bruit et dont nous aurons encore à nous occuper, est extrêmement difficile à déterminer. Le juge dit à Ferrer, le 6 septembre, qu'il a été trouvé en présence de son frère, de sa sœur et de Soledad. Or, ces trois personnes ont assisté à une seule perquisition, le 11 août.

Dans sa plaidoirie, le capitaine Galceran précise : « Les
« proclamations ont été trouvées au Mas Germinal pendant
« une perquisition faite par la police, la seule opérée sans la
« présence effective de personnes compétentes, la seule qui ait
« réussi. »

Ferrer parle de deux perquisitions (sa lettre du 7 octobre
« au directeur de *El País*) : « une le 11 août, par une vingtaine
« de policiers et la Guardia Civil, une autre le 27, seize jours
« après, par six policiers. »

D'autre part, « *La Epoca* » du 19 août publiait l'entrefilet
suivant :

CHERCHANT FERRER

« La capture du fameux Ferrer, directeur de l'École Mo-
« derne, a été ordonnée par l'autorité militaire.

« Un lieutenant et plusieurs gardes civils effectuèrent une
« perquisition au domicile de l'habitant de Tiana chez qui
« Francisco Ferrer, l'ex-directeur de l'École Moderne, sé-
« journa longtemps à différentes reprises. »

(Et le 24 août la presse publiait l'édit du juge instructeur
ordonnant à Ferrer de comparaître devant son tribunal dans
un délai de vingt jours.)

Cette confusion est née d'un excès de précautions. La vérité
c'est que les perquisitions n'ont rien donné. On parle à Ferrer
des fameuses pièces pour la première fois le 9 septembre, au
cours du troisième interrogatoire qu'il subit et presque simul-
tanément, le 12 septembre, la *Epoca* les publie in-extenso en
première page. On les y trouve présentées ainsi :

FERRER ET LERROUX

« Barcelone, 11. — Voici les documents recueillis par la po-
« lice, dans la maison de campagne de Ferrer, de Mongat,
« Mas Germinal. » — (Suivent les documents que nous repro-
duisons plus loin.)

Il faudra que l'on s'explique lorsque tout cela sera tiré au
clair, comme le sera également le sort de ces témoins dont le
capitaine Galceran dit : « que la Justice leur intentait un procès
« et les faisait arrêter jusqu'au jour où leur déclaration relative-
« ment à ce procès et à d'autres, leur valut la protection de
« quelque puissant personnage et avec elle la liberté condi-
« tionnelle » ; et le cas de ce jeune garçon coiffeur de Masnou,
Francisco Domenech, tout d'abord prisonnier, dont les déclara-
tions successives, malgré de flagrantes contradictions, sont
à l'accusation comme une pierre angulaire, et qui, mis en
liberté, s'enfuit aussitôt en France, où il seconde peut-être la
police espagnole ; et le cas de ce journaliste attaché au journal
catholique *El Universo*, le señor D. Francisco de Paula
Colldefons, témoin tout spontané, le seul, entre parenthèses, ce
qui lui vaut d'être désigné dans le Résumé de l'auditeur général
« comme l'unique habitant de Barcelone qui, soit dit en son
« honneur, se libérant de l'inqualifiable lâcheté sociale qui
« régnait ici, s'est présenté pour témoigner » qu'il a vu, sur les
Ramblas, en face le Liceo, le 27 Juillet, entre sept heures et
demie et huit heures et demie du soir, un groupe à la tête duquel
se trouvait un homme qui lui parut être Francisco Ferrer,
qu'il connaissait uniquement par une photographie (1).

Un témoin qu'on néglige d'entendre

On avait eu du flair en remplaçant le premier juge d'instruc-
tion par le sieur Valerio Razo. Dans une interview publiée
par le *Journal*, sous la signature de Paul Erio, Mme Soledad
Villafranca révèle que cet individu s'est toujours refusé à en-
tendre sa déposition.

« Lorsque l'instruction de l'affaire commença, j'étais déjà
« exilée, avec les collaborateurs de Ferrer, son frère et le mien.
« Tous nous supposions que le juge allait nous faire entendre.
« N'étions-nous pas, moi surtout, des témoins nécessaires à
« l'instruction. Nous attendimes donc, espérant chaque jour. Le
« 27 septembre, cet ordre ne venant pas, je me décidai alors à
« écrire au juge d'instruction pour lui demander de recueillir
« ma déposition, lui affirmant que je lui démontrerais que
« Ferrer était innocent.

« Par une lettre datée du 30 septembre, le juge me répondit
« que l'instruction étant close, il ne pouvait m'entendre.

(1) Et qu'il reconnut sans hésitation lorsqu'on le confronta avec Ferrer
prisonnier... rase complètement.

« Or, ajoute Mme Soledad Villafranca, c'était faux, complètement faux, puisque ma mère a été convoquée chez le juge « plusieurs jours après l'envoi de cette lettre, pour fournir des « explications relativement à la prétendue découverte faite au « Mas Germinal d'un programme révolutionnaire. Pourquoi ne « pas m'avoir entendue, moi qui aurais certifié que j'étais avec « Ferrer, qu'il ne me quitta pas durant les journées où l'on « incendia les églises et les couvents. »

En fait de témoignages « spontanés », le juge instructeur estima que celui du correspondant du journal catholique *El Universo* suffisait. Ce qu'il s'agissait de démontrer, c'était non l'innocence de Ferrer, mais sa culpabilité. Celui-ci l'avait d'ailleurs compris et il y a quelque chose de poignant dans ces mots qu'il écrivait le 1^{er} octobre :

« C'est donc fini ; je vais être bientôt jugé par des hommes « qui, je le crains bien, n'auront pas l'esprit assez libre pour « apprécier sereinement les faits qui me sont reprochés. »

Il se trompait. Les faits qui lui étaient reprochés, ces hommes devaient avoir l'esprit assez libre pour les apprécier sereinement, comme ils comprenaient que leurs chefs désiraient qu'ils fussent appréciés.

« En résumé, dit le défenseur à l'issue du procès, il n'y a « rien, rien contre Ferrer. On n'a rien cherché à établir contre « lui et pour arriver à le faire condamner, on s'est contenté de « réunir certaines accusations vagues de personnages plus que « suspects, persuadé que cela était suffisant pour amener la sen- « tence de mort qu'on attendait d'un tribunal d'exception. »

Le capitaine Galceran déclara que la condamnation de Ferrer était un crime de lèse-justice.

L'expression n'est pas trop forte.

Quelques Considérations

Certes, pour tous ceux qui ont suivi de près les événements, la perte de Ferrer apparaissait résolue. On se demandait seulement si la chose monstrueuse allait être possible, si la protestation qui montait chaque jour plus forte, plus âpre, ne ferait pas lâcher prise une deuxième fois aux bêtes féroces. Et même, après l'audience, lorsque la peine de mort planait comme une énigme angoissante, on s'entêtait à supputer malgré tout, contre l'évidence, une commutation possible. On disait :

Maura est un homme fort, un malin. Ferrer sera condamné à mort, mais le roi graciera.

Ce ministre et ce roi bénéficiaient de l'erreur populaire qui prête généralement aux gouvernants de l'intelligence, à défaut de génie. Parce que la fortune politique, de la souplesse, une certaine facilité d'élocution, l'absence totale de scrupules, l'esprit d'intrigue ont désigné un homme entre d'autres hommes pour exercer le pouvoir ; parce que le seul hasard de la naissance en a placé un autre à la tête d'une nation, il ne s'ensuit pas nécessairement que le ministre soit un grand homme d'Etat et le monarque un grand prince. A notre époque, un bourgeois adroit ne peut pas faire un grand ministre. Les puissances d'argent et de religion lui demandent tout au plus d'être habile ; encore, en Espagne, n'en est-il même pas besoin. Ce malheureux pays est si terriblement façonné par le clergé qu'on a pu le gouverner jusqu'ici sans aucune précaution. Quant aux chefs d'Etat modernes, de Nicolas II à Alphonse XIII, à l'exception peut-être d'Edouard VII, il ne fait de doute pour personne que leurs facultés intellectuelles sont médiocres. Ils vivent d'ailleurs dans un milieu tellement spécial et tellement incompréhensif qu'ils ne peuvent guère n'être pas fermés à tout ce qui marque un progrès dans l'évolution des idées.

La stupidité souveraine d'un roi inexpérimenté, pas encore bien au courant, mal préparé au métier par les habitudes solitaires de son jeune âge, et la grosse roublardise d'un ministre à poigne, allaient être fatales à Ferrer en ce sens que ni Maura ni Alphonse XIII n'étaient capables de comprendre la véritable signification des protestations de l'étranger. Puisque toutes les précautions étaient prises, puisque la presse républicaine ou simplement libérale était baillonnée, puisque les anarchistes étaient en prison, exilés ou en fuite, puisque les partis d'opposition eux-mêmes se taisaient, ils crurent qu'ils pouvaient aller jusqu'au bout. Ils y mirent une sorte de hâte, comme s'ils eussent redouté que leur proie leur échappât au dernier moment. En vérité, vingt-quatre heures plus tard le meurtre n'était peut-être plus possible.

Pour escompter un acte de clémence qui eut été une mesure habile, il fallait supposer à ceux qui tenaient entre leurs mains noueuses le sort de Ferrer une certaine grandeur de vues. Il fallait ignorer aussi de quelle haine Ferrer était l'objet. En Espagne où l'on gouverne, nous le répétons, avec des moyens primitifs, parce que 70 o/o des habitants ne savent pas lire, l'Ecole moderne constituait un danger sérieux. On a cru vraiment qu'elle préparait des révoltés et il est probable qu'étant donné les conditions faites aux hommes dans ce pays attardé, la

logique puissante d'un enseignement rationaliste aboutirait, si on le laissait se développer, à une transformation profonde des mœurs et des rouages sociaux. Cette transformation renferme une inconnue redoutable pour les privilégiés de l'heure présente et les profiteurs de demain. Aussi n'est-il pas surprenant de les voir se liguier tous, les banquiers, les commerçants, les industriels, les étudiants, les militaires, les politiciens de toute couleur, conservateurs, libéraux, républicains, carlistes, pour aider les moines à ligotter solidement leur victime.

II

LES MOBILES DU CRIME

Au nom du Roi

M. Luca de Tena, directeur propriétaire de *A. B. C.*, qui est à Madrid l'organe du palais royal comme *La Epoca* est l'organe de Maura, adressa le télégramme suivant à plusieurs directeurs de journaux étrangers :

« Monsieur le directeur de *Le Matin*, *Le Journal*, *Le Figaro*, *Le Gaulois*, *Le Temps* et *Le Petit Journal*, de *Paris*; *La Tribuna de Rome*; *Le Corriere della Sera de Milan*; *O Seculo de Lisbonne* et *The Times*, *The Daily Telegraph* et *The Daily Mirror de Londres* :

« J'ai vu avec une profonde douleur la croisade calomnieuse dirigée contre ma patrie, par passion, de la part de quelques-uns, et par ignorance de la vérité de la part des autres.

« Ferrer a été jugé par un tribunal légalement constitué, qui a fonctionné d'accord avec les lois et qui a donné à l'accusé toutes les garanties qu'offrent les tribunaux des pays cultivés et civilisés.

« On ne l'a pas jugé pour ses idées mais pour sa participation aux actes qu'accomplirent les révolutionnaires qui se livrèrent dans Barcelone à l'incendie, au pillage, au viol des religieuses et à l'assassinat de femmes et d'enfants.

« Ferrer fut reconnu coupable de ces crimes, d'après les témoignages de républicains radicaux.

« La session du Conseil de guerre fut publique. Ferrer choisit librement son défenseur, qui accomplit sa mission avec

une entière liberté. On n'arrêta pas ce défenseur, comme on l'a dit. Ferrer put pendant de longues années publier ses livres, enseigner dans l'École moderne, développer des doctrines anarchistes, excitant à l'incendie et à l'assassinat. Cela démontre qu'il n'a pas été condamné pour ses idées. Ceux qui calomnient l'Espagne devant l'Europe cachent cette vérité.

« Les fusilllements de Montjuich dont tout le monde parle comme s'il s'agissait de centaines de vies, se réduisent à quatre en l'espace de deux mois et demi.

« Tout ce qu'on a dit des tortures est un infâme mensonge.

« Permettez, Monsieur le Directeur, qu'un Espagnol qui aime sa patrie et qui a consacré sa vie, sa fortune et son intelligence au journalisme, s'adresse à vous avec l'espérance que vous donnerez l'hospitalité dans votre journal à cette déclaration, écrite dans le but de faire connaître au monde entier les véritables causes de la condamnation de Ferrer, que l'anarchisme international s'efforce de dénaturer avec tant d'insistance pour déshonorer ma patrie aimée ».

Au nom du Gouvernement

Au lendemain de la manifestation que la nouvelle du crime provoqua à Paris contre l'ambassade espagnole, M. Allende Salazar, ministre des affaires étrangères, avait communiqué aux journaux une note officieuse qui parut simultanément dans les journaux espagnols et dans *Le Journal*. Le texte espagnol diffère légèrement du texte publié par *Le Journal* et qui émanait certainement de l'ambassade. Voici ce que nous lisons dans *La Vanguardia* du 15 octobre :

« De toute façon, soit sous la forme et dans les proportions des manifestations de Paris, soit sous une autre forme, il était aisé de prévoir que ceux qui voulaient la libération de Ferrer et élevaient leur voix contre son arrestation ou cherchaient à dépeiser les recherches au moyen de fausses nouvelles ou d'interviews supposées ; qui, ensuite, sans attendre le cours du procès et l'examen des preuves qui pouvaient y être produites, le déclareraient innocent ; il était aisé de prévoir que ceux-là s'efforceraient plus tard, au prononcé et à l'exécution d'une sentence, de présenter cette dernière comme un attentat aux règles de la justice.

« Pour examiner si Ferrer prit part ou non aux événements, la loi instituait un tribunal et une procédure ; et ce tribunal et cette procédure ont conduit à une conviction contraire à l'innocence de Ferrer que la défense ne réussit pas à démontrer ; ils ont rendu un jugement aux termes duquel Ferrer devait subir

la peine capitale, non en tant que partisan d'idées dissolvantes ni en tant qu'organisateur de centres d'enseignement destinés à répandre dans la jeunesse des principes subversifs, mais bien en tant que directeur de la révolte et pour y avoir participé d'une manière effective. »

Nous nous contenterons de mettre en regard de ces deux importantes déclarations une série de notes et d'articles publiés dans les journaux espagnols du commencement d'août aux premiers jours d'octobre.

Au nom de Dieu

« *Le 3 août.* — C'est naturel : voici des années et des années que nous laissons l'Ecole moderne de Ferrer et d'autres analogues, convertir les hommes en bêtes féroces ; que les écoles appelées laïques donnent, non un enseignement sans Dieu, mais un enseignement contre Dieu, qu'on parle tous les jours des salutaires massacres de moines et qu'on dit qu'ils sont dignes seulement du gibet. Et ceci est le résultat : la semence porte ses fruits. » (A. B. C.)

Au nom des Prêtres

« *31 août.* — Le cardinal Aguirre, archevêque de Burgos, a adressé au gouvernement, au sujet des événements de Barcelone, une protestation dans laquelle on lit :

« Les foyers de propagande libertaire sont de véritables foyers d'infection ; si on ne les détruit pas bientôt, ils empoisonneront l'ambiance, et quand la maladie se déclarera, malgré les plus énergiques remèdes, on ne pourra contenir ses ravages meurtriers.

« La liberté accordée à l'erreur de se manifester dans l'école laïque, à la tribune du meeting et dans les pages du livre, est cause qu'il faille maintenant priver de liberté et appliquer les peines du code à beaucoup qui, séduits et égarés par les rusés sophismes et les élégantes paroles de propagandistes pervers abusant de la supériorité des dons littéraires que le Seigneur leur concéda, mettent en œuvre les conseils qui leur ont été donnés et se laissent emporter par la haine qu'on leur a inspirée et qu'on a excitée dans leurs cœurs contre tout ce qui existe.

« On a rarement vu aussi clairement que maintenant les suggestions quasi-irrésistibles que la presse exerce sur une certaine classe de lecteurs et la relation efficace et immédiate qui existe entre l'idée et l'œuvre, entre l'excitation au crime et l'exécution de celui-ci.

« Les journaux sectaires de Barcelone se livraient à une campagne féroce contre le clergé et spécialement contre les ordres religieux. Les couvents apparaissaient dans leurs colonnes comme des antres d'immoralité, comme des foyers de superstition et d'ignorance, comme des lieux où l'on gardait des trésors considérables et où l'on faisait souffrir d'horribles martyres. Ces affirmations constamment répétées sous les formes les plus variées et toujours les plus propres à tromper le peuple ignorant et à le soulever, arrivèrent à former autour des communautés religieuses une atmosphère de préjugés, de soupçons, de haine, et des nuages de calomnies si épais, qu'il était facile de prédire quels seraient les dégâts qu'occasionnerait l'orage, à la première occasion où sa furie se déchaînerait.

« A la lueur des incendies, les foules virent qu'on avait abusé de leur crédulité et que rien n'existait dans les couvents de ce dont les avaient assurés les journaux sans conscience et sans pudeur. Mais au bout de quelque temps, ces journaux, usant tout d'abord des précautions nécessaires, recommenceront leur tâche infâme qui consiste à séduire et soulever le vulgaire. Celui-ci oubliera vite la tromperie dont il a été victime, et il ne se souviendra plus de la leçon que comportent pour lui les châtements exemplaires avec lesquels se rétablissent maintenant l'ordre matériel et la paix extérieure.

« Il faut arracher la racine de l'arbre si l'on veut qu'il ne pousse pas de rejetons.

« Il faut châtier la propagande par l'idée pour n'avoir pas à châtier plus tard la propagande par le fait. On ne pourra retenir les bras qui exécutent si on laisse libres les têtes qui ordonnent, dirigent et commandent. Plus que les criminels de la rue, méritent d'être châtiés les criminels de la presse, qui mettent d'abord les flammes de la haine dans les âmes des premiers, pour mettre ensuite dans leurs mains la torche de l'incendie.

« Ont envoyé également des protestations, le Conseil de l'action diocésaine, celui de l'action catholique sociale, et plusieurs congrégations et associations de Burgos (*La Epoca*). »

« *19 Septembre.* — Les prêtres de la province ecclésiastique de Séville ont adressé au gouvernement une protestation contre les événements de Barcelone, signée par l'archevêque de la cité du Guadalquivir, dans laquelle on dit :

« La révolution a sa logique qui est une logique accablante ; son œuvre commence par le commencement, c'est-à-dire en tentant de miner les bases de l'édifice social. Les événements de Barcelone nous le montrent. Tout se ligu, là-bas,

contre l'Eglise, contre les personnes et les choses ecclésiastiques. Comment la Révolution arriva-t-elle à son but ? Par la propagande.

« La Presse, la tribune et l'Ecole laïque furent ses auxiliaires le mépris, la satire et la calomnie lui prêtèrent leur force. Ceci fut hier. Qu'arrivera-t-il demain si la Presse, l'Ecole et la tribune poursuivent leur œuvre maudite ?

« Le mal connu, il est urgent de lui appliquer un remède prompt et radical. (*La Epoca*). »

Au nom de la Société

« Le 4 août. — Il n'est pas possible que des jugements tels que ceux publiés dans *El País* par M. Sol y Ortega, restent sans une protestation franche et virile. Il n'est pas licite que se manifestent publiquement, quoique hypocritement, des sympathies pour de vils incendiaires ; il est monstrueux de les disculper. En présence d'événements comme ceux de Barcelone, il n'y a pas d'autre remède que de délimiter les camps : contre eux ou avec eux. Et dans ce dernier cas, il est plus viril, encore que ce soit inhumain, de se mettre franchement à leurs côtés, les accompagnant la torche en une main et le poignard à l'autre, s'exposant à périr avec eux.

« M. Sol y Ortega voit le remède dans un changement de gouvernement, dans de nombreux meetings, etc., etc., et il ne nous parle pas de beaucoup d'écoles laïques et de beaucoup de livres et brochures anarchistes, parce qu'aujourd'hui il n'ose pas... » (*A. B. C.*)

« Le 6 août. — ...M. Burell sait également que le gouvernement conservateur n'a pas eu de faiblesse avec ceux qui, sous le titre de patriotes, donnant à leurs adversaires le titre de séparatistes, se rendirent maîtres de Barcelone et fomentèrent ces Ecoles desquelles sans doute les jeunes incendiaires de ces jours sont les élèves, comme Morral, Ferrer et Dona Soledad Villafranca en furent les professeurs. M. Burell sait tout cela et cependant il parle de la chute de Maura... » (*La Epoca*).

« 9 septembre. — Le Conseil de direction du Comité de défense sociale (de Barcelone), a publié un manifeste dans lequel, s'occupant des causes du mouvement séditieux, il dit :

« Les violences de langage et l'atmosphère chargée de radicalisme qu'on respire à Barcelone peuvent avoir été un coadjuvant de ce qui est arrivé, mais non la cause efficiente. Il faut rechercher celle-ci dans la propagande antireligieuse qui se fait depuis beaucoup d'années au moyen de la presse, de l'asso-

ciation, du meeting et de l'enseignement, le premier de ces moyens, en son expression écrite et graphique, ayant été sans doute le plus efficace.

« En mentionnant l'enseignement, nous ne nous référons pas uniquement aux écoles d'associations politiques déterminées, mais encore à toutes les Ecoles neutres en religion ou anti-catholiques, puisqu'en en éliminant de l'éducation le frein de la morale religieuse ou en altérant celle-ci, on fait de l'homme une matière apte pour toutes sortes de désordres.

« Le Comité de Défense sociale s'occupe ensuite des effets du mouvement séditieux et demande aux pouvoirs publics qu'on châtie comme délit toute attaque contre la religion, l'autorité, la famille et la propriété, qu'elle se produise par le journal ou par le livre, dans les écoles ou en réunions publiques ; qu'à cet effet on modifie autant que cela sera nécessaire les lois sur la presse, l'enseignement ou les réunions, et le code pénal ; qu'on prohibe dès maintenant les Sociétés qui sous une forme quelconque, conspirent contre les principes énoncés, principes fondamentaux de l'ordre social, et qu'on soumette toutes les sociétés à une étroite surveillance pour empêcher que, mêmes constituées pour des fins plausibles en apparence, elles commettent des actes opposés aux dits principes.

« Les événements de Juillet dernier obligent tous les bons citoyens à prendre part à la lutte s'ils ne veulent pas, dans leur personne et dans leurs intérêts, être victimes de la révolution dont les causes profondes n'ont pas disparu... Nous espérons l'adhésion de tous pour la gloire de Dieu et le salut de la Patrie. (*La Epoca*). »

Au nom de l'Armée

« 16 Septembre. — Le gouvernement présidé par M. Maura et dont fait partie une personnalité aussi saillante dans notre politique que M. La Cierva, pour qui les sympathies des hommes d'ordre croissent chaque jour, doit se résoudre à employer tous les moyens que la loi permet et autorise pour en finir avec la situation créée à Barcelone où les attentats terroristes ont surpassé en nombre et en férocité tous ceux perpétrés dans le pays qui compte le plus d'anarchistes.

« Il suffit de rappeler le criminel et féroce attentat du Liceo, celui de la procession de Santa Maria del Mar, les bombes des Ramblas, celui contre M. Maura et enfin ceux commis pendant la semaine appelée "semaine tragique", qui ont mis en évidence

l'effet produit par les prédications et l'enseignement de ces Ecoles dirigées par Ferrer et tolérées par l'inexplicable condescendance ou faiblesse de nos gouvernements.

« Le fonctionnement rapide des Tribunaux militaires et l'accomplissement immédiat et sans appel de toutes les sentences est l'unique moyen qui peut apporter la tranquillité à l'esprit public et rétablir un état normal désiré par tous les bons espagnols et par les catalans même qui vivent d'un travail honorable.

« S'il faut réformer ou créer une nouvelle loi contre le terrorisme, qu'on la réforme ou qu'on la crée, en y faisant rentrer, comme méritant davantage un châtement sévère, la propagande dissolvante, soit par le fait, soit par l'idée.

« Et il ne suffit pas de réformer ou de créer les lois nécessaires, il faut encore les observer et les faire observer sans méditations ni distinguo, en imposant par la force le respect et l'accomplissement. (*Ejercito y Armada*, journal militaire). »

« 16 Septembre. — *El País* déclare aujourd'hui qu'il a trouvé à son goût, quelle que soit sa signification, la gravure publiée en première page par notre collègue A. B. C. et dont nos lecteurs ont eu une idée par les explications que nous en reproduisons.

« Ensuite *El País* s'indigne de nouveau contre la fermeture d'Ecoles dans lesquelles on enseignait cela ; chose très naturelle puisqu'il déclare que « cela » est à son goût.

« Il est bon qu'on sache, pour ceux qui pourraient croire à la loyauté de certaines approbations et de certains dithyrambes, qu'au premier plan de la gravure en question on voit une casquette d'officier clouée au sol avec un poignard, et dans le fond des canons détruits.

« Cela plaît à *El País*. Qu'on le constate une fois de plus. (*La Epoca*). »

On tronque les Textes

« 22 août. — Le gouvernement n'a rien fait ni ne songe à rien faire contre l'enseignement, et pour cela les indications que fournissent à ce sujet *El Heraldo* et *El País* n'ont pas de raison d'être.

« Mais le nombre augmente des personnes qui croient que s'il est nécessaire, plus encore indispensable, d'encourager la culture, on ne doit ni ne peut consentir à ce que sous le nom hypocrite d'Ecoles neutres, se créent des Centres d'enseignement destinés à inculquer des principes contraires à l'idée de Dieu, au sentiment de la Patrie et de tous les fondements sociaux.

« Il ne suffit pas de condamner avec plus ou moins de vivacité des attentats aussi criminels que ceux commis à Barcelone, parce que cela n'avancera à rien si dans le même temps on tolère qu'en certains Centres on continue à empoisonner l'âme du peuple et à semer la haine entre les classes sociales » (*La Epoca*).

« Le 23 août. — Au moment où l'on voit poindre dans quelques périodiques une campagne en faveur des Ecoles appelées « neutres » (nous avons dit déjà en quoi consistait cette neutralité), il convient de mettre en relief ce qu'on enseigne dans ces Centres, pour que le pays se pénétre bien de ce que veulent certains éléments et de ce que signifie l'appui que leur prêtent certains journaux. »

« M. Baro copie, dans le *Diario de Barcelona*, l'extrait suivant, d'un ouvrage de texte d'une école laïque de Barcelone :

« La société actuelle se divise en hommes privilégiés et en déshérités : les uns usurpent tout, les autres meurent de faim ; il y a des tyrans et des victimes, des riches et des pauvres, des fainéants et des travailleurs. C'est une iniquité, que le propriétaire puisse, avec l'aide de la loi, s'approprier moyennant un maigre et avilissant salaire, les fruits du travail de l'ouvrier. L'éducation religieuse inculque des idées erronées, enseigne des choses absurdes. L'uniforme des soldats cache des crimes contre l'humanité et de la misère pour eux-mêmes. Maintenir l'ordre c'est maintenir l'injustice contre les ouvriers. On trouve naturel qu'un ouvrier dise dans un meeting que la propriété est un vol. L'homme descend du singe et seuls les curés et les ignorants soutiennent le contraire. On parle de la corruption monarchique. La Religion est un mensonge et les curés se moquent des croyants. C'est un cours d'empoisonnement moral et de folie ce que les curés enseignent aux hommes dès l'enfance pour les dominer toute la vie. Les hommes noirs sont plus dangereux que des bêtes féroces. Toutes les religions ont pour base l'ignorance et l'imposture et pour objet l'exploitation et l'oppression. Les Evangiles racontent la vie « du nommé Jésus-Christ » et il est vraiment triste que de telles idées existent pour tromper le peuple. Dans la vie de l'humanité, la Patrie est une institution passagère. Qu'on mette en pièces tous les dogmatismes, tous les fétichismes. A bas les idoles de boue et de chair ! Les drapeaux, symbole de la Patrie, ne sont plus que le symbole de la tyrannie et de la misère. »

« Et l'auteur de l'article ajoute :

« En résumé : il n'y a pas de Dieu ; l'homme est un animal descendant du singe ; la Religion est une superstition qu'exploit-

tent les curés menteurs et voleurs : la propriété est un vol ; la Patrie, un accident passager ; l'Armée, instrument de tyrannie pour opprimer l'ouvrier au profit de la bourgeoisie.

« Avec ces doctrines qui sont celles de l'École laïque comment peuvent nous surprendre les actes de vandalisme dont Barcelone a été témoin ? Pour nous autres ce sont des crimes : ce n'en sont pas pour ceux qui les ont commis, puisque le tien et le mien n'existent pas. S'ils incendient et saccagent, ils ne font que châtier le propriétaire qui est un larron, et récupérer une partie de ce que celui-ci détenait.

« Comme ils font abstraction de Dieu, aucune responsabilité morale ne les arrête, et ils réputent inique celle qu'imposent les lois, qui selon eux, protègent seulement le tyran, celui qui possède, le bourreau du peuple, défendu par l'Armée qui est un instrument d'oppression.

« Tuer un homme, c'est tuer un descendant du singe, c'est-à-dire un animal. Par hasard, ne tue-t-on pas sans scrupules certains animaux pour les utiliser, et ceux dangereux pour les exterminer ? Entre l'homme et la bête il n'y a pas de différence et celle qui gêne on la supprime.

« Comme dans l'homme il n'y a que matière, ouvrir des tombes et tourner en plaisanterie les cadavres n'est pas du tout une profanation, puisque tout se réduit à nettoyer des immondices.

« Que les hommes qui conservent les trois grandes énergies de l'âme chrétienne, la Foi, l'Espérance et l'Amour, prennent garde à la signification de telles doctrines qui sont celles de l'École laïque.

« Le livre n'est pas d'aujourd'hui, puisqu'il est daté de 1905. Il fut écrit pour une école laïque de Barcelone, et imprimé à Barcelone. Nous ne dirons pas qu'il serve de texte dans toutes les Ecoles laïques, mais on ne peut nier qu'il fut écrit et publié pour l'une d'elles, l'auteur étant un anarchiste dont le nom apparaît au frontispice, ce qui prouve que l'enseignement laïque est le levier de l'anarchisme. Il se trouvera des différences entre École et École laïque, mais au fond toutes sont semblables, parce qu'elles font abstraction de Dieu, et que leur esprit, plus ou moins atténué, est celui du livre cité, radicalement contraire à l'esprit de l'enseignement catholique.

« On dit que dans la rétine de l'assassiné l'image de l'assassin reste quelquefois imprimée ; dans les ruines des Ecoles catholiques incendiées peut-être ne rencontrera-t-on pas la main de ceux qui sont sortis des Ecoles laïques, mais l'esprit de l'École laïque, lui, y est gravé. Est-ce que cela ne donne pas à réfléchir qu'un des premiers édifices incendiés ait été l'im-

mense collège de San Anton, si populaire, si respecté toujours, si aimé, si protégé aux époques de révoltes par les sympathies populaires ? » (*La Epoca*).

« 26 Septembre. — On connaît maintenant ce qu'on enseigne dans quelques Ecoles laïques et l'on voit combien on avait raison de les poursuivre et de les fermer. Qu'on lise, pour achever de se convaincre, le document suivant trouvé dans l'une d'elles, à Granollers parmi les " modèles " d'après lesquels les enfants écrivent sous la dictée :

« *Barcelone, 27 Août 1909.* — Mon cher ami Paul : Tu as mille fois raison. Je commis une sottise en admirant les soldats. Tu sais ce qu'ont fait les hussards dont la première vue me fit tant plaisir. Il y avait une grève de faibles ouvriers à San Martin de Provencals. On demanda un détachement de hussards pour aider les civils à maintenir l'ordre. Soudain, sans provocation, sans prétexte, ces soldats chargèrent au trot de leurs chevaux contre la foule, occasionnant beaucoup de blessés parmi lesquels il y avait des femmes et des enfants. Tout le monde a jugé ce fait barbare et lâche, à moi il m'a inspiré des idées de révolte.

« Cependant je dois te faire une question : Si un étranger tentait de s'emparer de notre pays une armée ne serait-elle pas nécessaire pour le repousser et défendre nos intérêts ?

« Hier j'entendis le facteur se plaindre de ce qu'au bout de quinze ans de service il ne gagnait pas suffisamment pour vivre avec sa femme et ses trois enfants, dont l'aîné a onze ans, et je me demandais s'il ne vaudrait pas mieux bien payer ceux qui font un travail aussi utile, comme les employés des postes, des télégraphes et des chemins de fer, plutôt que de dépenser tant d'argent à entretenir des militaires.

« Pauvre Lopez ! Tout le jour et en tout temps, qu'il pleuve, qu'il neige, ou par une chaleur accablante, il doit aller et venir, monter et descendre, sans avoir le temps de manger ni de se reposer, pendant que beaucoup d'officiers font admirer leurs uniformes dorés dans les promenades et les cafés. Quand je vois ces choses, je pense comme toi, qu'il se passe des choses singulières et injustes dans la Société. En considération de tels faits, figure-toi l'effet qu'aura produit dans ma tête et dans mon cœur le résumé de la conférence sur le patrimoine universel que tu m'exposes avec tant de clarté. Oui, je sais qu'il existe une richesse commune à tous et qui appartient à quelques-uns. Et si ceux qui commandent disent que c'est juste et bon, c'est pour l'avantage qu'ils y trouvent et non parce que c'est juste et bon. Maintenant, je m'explique pourquoi dans un meeting d'ouvriers qui a eu lieu il y a peu de temps, selon ce que j'ai

lu dans le journal de papa, un orateur a dit que la propriété est un vol.

« Je t'affectionne de tout cœur, ton ami,

J. BUET. »

On ferme les Ecoles

« *Barcelone, 21 août.* — Par arrêté gouvernemental ont été fermés 94 Centres dont beaucoup s'adonnaient à l'enseignement technique. » (*La Epoca*).

« *Barcelone, 22 août.* — Par décret gouvernemental, ont été fermées 14 Ecoles laïques et quelques-unes rationalistes, où l'on enseignait des matières induisant au péché (*pecaminosas*). » (*La Epoca*).

« *Barcelone, 26 août.* — Le gouvernement a ordonné la fermeture de 26 autres Ecoles laïques » (*La Epoca*).

« *Valence, 7 septembre.* — Comme conséquence d'une perquisition pratiquée par la police dans une Ecole de filles que soutient le Casino républicain du district de la Miséricorde, le gouverneur a fermé ladite Ecole » (*La Epoca*).

On exile les Professeurs

« *1^{er} Septembre.* — Le gouverneur de Barcelone, M. Crespo Azorin, poursuit avec un zèle infatigable sa tâche d'assainissement moral dont notre populeuse cité avait un si grand besoin. A la fermeture des écoles et centres d'enseignements dissolvants, autres dans lesquels se forgeaient des attentats comme celui de la Calle Mayor et des mouvements séditieux comme celui qui est heureusement étouffé, s'ajoute l'exil des professeurs rationalistes qui exerçaient dans ces écoles, les étrangers ayant déjà passé la frontière et les nationaux étant exilés à 240 kilomètres de distance pour le moins, dans une résidence déterminée, où tous leurs mouvements sont convenablement surveillés.

« Si de telles mesures eussent été prises antérieurement, nous n'aurions pas à déplorer les lamentables journées qui terminèrent le mois de juillet » (*La Epoca*).

Ce que dit M. La Cierva

« *19 Septembre.* — La bonne et la mauvaise presse se différencient ainsi : soit qu'elle défende les intérêts de l'Espagne, ou que, effrontément ou honteusement, elle se mette du côté des

ennemis de la Patrie, du côté des révolutionnaires et des anarchistes.

« La première mérite la sympathie de l'opinion ; je me chargerai, moi, d'empêcher l'œuvre anarchique de la seconde en mettant sur son chemin tous les explosifs que je pourrai. Mon devoir patriotique est celui-ci.

« J'attends avec une véritable anxiété l'ouverture des Cortés pour dire beaucoup de choses et très intéressantes. Sur la propagande anarchiste faite dans ces Ecoles fermées par les autorités à Barcelone, et en faveur desquelles les journaux libéraux crient si fort aujourd'hui, j'ai de précieux documents : livres, brochures, etc... Les cahiers de dictées, dans lesquels les enfants ont écrit les plus grandes infamies contre Dieu, contre la Patrie et contre la Société, dictées par leurs maîtres. Des documents analogues se trouvent au pouvoir des tribunaux militaires qui instruisent actuellement.

« Avec tous ces éléments, et beaucoup d'autres que j'acquiers, nous discuterons à la face du pays, et là on verra quels sont ceux qui sympathisent avec ces enseignements et les défendent. » (*La Epoca*).

« *23 Septembre.* — Le ministre de l'Intérieur a parlé de nouveau aujourd'hui, de la fermeture des Ecoles anarchistes, qui est l'argument dont se servent maintenant, comme d'une arme contre le gouvernement, libéraux et républicains.

« Le gouvernement, a dit M. La Cierva, n'a fermé aucune Ecole laïque ou neutre, et la preuve de cela c'est qu'à Madrid, où il en existe plusieurs, elles continuent à fonctionner sans aucune difficulté.

« Celles qui ont été fermées sont les Ecoles dans lesquelles, sous le titre de laïques, on œuvrait contre la Patrie, l'Armée et l'ordre social, faisant des enfants de véritables anarchistes.

« Aux Cortés qui sont le lieu adéquat pour discuter ces choses, nous verrons si ces enseignements ont des partisans, et quels sont ceux qui censurent la fermeture de ces Ecoles. » (*La Epoca*).

Les Mobiles véritables

La presse espagnole offre des articles semblables par la voix de tous ses organes, sans exception, des plus grands aux plus petits, des forts ténors aux obscurs choristes, ceux qui paient leurs rédacteurs jusqu'à 3 francs par jour et ceux qui les remplacent par des ciseaux.

Ces citations, nous pouvons les multiplier à l'infini. Nous les empruntons intentionnellement à l'organe attitré du gouvernement. Elles montrent bien la préoccupation qui domine le

procès. Nous verrons plus loin qu'à cette préoccupation s'en ajoutait une autre : préparer l'opinion à l'assassinat. Mais il résulte clairement que celui qu'on poursuivait ici c'était le calme pédagogue qui enseignait avec simplicité des vérités redoutables et dont l'effort patient et têtù préparait des générations conscientes.

Voilà l'un des mobiles du crime. Il y en a un autre : le vol.

Pour mieux discréditer Ferrer on avait exagéré sa richesse. Toutefois, abstraction faite de leurs mensonges, ses assassins le croyaient encore plus riche qu'il n'était en réalité et il leur fallait cette fortune, d'abord parce que c'était un moyen sûr de tarir la source d'une propagande qui pouvait parfaitement, Ferrer mort, être continuée par d'autres, ensuite parce que la somme en valait la peine et qu'il est dans la tradition des catholiques de tuer pour voler. Et ils ont écrit dans la sentence : « le condamnant aussi à indemniser tous les dommages et préjudices occasionnés par les incendies, pillages et détériorations de voies de communication ferrées et télégraphiques survenus pendant la rébellion, restant, jusqu'à ce qu'on puisse évaluer ces dommages et préjudices, affectés tous les biens de Ferrer Guardia à l'extinction de cette responsabilité civile... »

III

LA PRÉMÉDITATION

Elle apparaît au lendemain des événements de Juillet. On sait que les troubles éclatèrent le 26 et qu'ils durèrent cinq jours, jusqu'au 30 inclusivement. Le 31 juillet on commence à vendre à Barcelone les journaux arrivés de Madrid. Des dépêches expédiées de Barcelone disent que la tranquillité est complète et la réapparition des feuilles locales est décidée dans une réunion de leurs directeurs.

A partir de ce moment les informations vont se succéder, abondantes, minutieuses. Les journalistes parcourent le théâtre de l'émeute, visitent les couvents et les églises incendiés, interrogent des témoins oculaires, en un mot font leur métier de journalistes. Eh ! bien, le 31 Juillet, le 1^{er} Août, dans aucun journal, à aucun moment, le nom de Ferrer n'est prononcé. Le 2 Août, les journaux de Barcelone publient tous in-extenso,

une version officielle détaillée des événements. Cette version, communiquée par la Capitainerie générale de Barcelone, présente les faits dans un ordre chronologique. *Il n'y est pas question de Ferrer.* On n'a pas encore songé qu'on allait pouvoir le tuer.

C'est seulement le 3 Août, dans un journal du soir de Madrid, dans *La Epoca* (organe de Maura), que l'accusation contre Ferrer est lancée.

Voici l'article tout au long :

ANTÉCÉDENTS DE LA SÉDITION

Quelques détails. — Ferrer à Barcelone

« Comme antécédents aux graves événements qui se sont déroulés, nous donnons les détails suivants, extraits de plusieurs lettres que nous ne publions pas intégralement pour éviter des répétitions.

« Le journal *El Progreso* publia le 25 un article que pour des raisons compréhensibles nous n'avons pas à reproduire, dans lequel on annonçait sous une forme voilée l'incendie des couvents et l'attaque de la ville.

« Le même journal parlait des réunions mystérieuses qui se donnaient à la Maison du Peuple par des avis déguisés.

« Il disait par exemple :

« *On convoque tels ou tels ouvriers pour un bal* ». « *On donne rendez-vous à tels éléments pour une partie champêtre ou pour une conférence.* »

« On croit que les événements furent machinés dans ces réunions.

« On croyait à Barcelone que le tristement célèbre Francisco Ferrer avait passé un mois à Barcelone avec Soledad Villafranca et qu'il avait apporté beaucoup d'argent.

« On ajoutait que l'argent avait circulé en abondance à la Maison du Peuple et qu'avec cet argent on organisa des parties de plaisir.

« Une fois le mouvement préparé et la forme arrêtée on prit comme prétexte pour se lancer à la rue l'envoi des réservistes à Melilla.

« Les organisateurs de la sédition cherchèrent l'appui de la Solidaridad Obrera.

Celle-ci consentit à déclarer la grève générale, croyant qu'il s'agissait seulement de protester contre la guerre.

« Quand les ouvriers de bonne foi comprirent la portée et

les conséquences du mouvement ils essayèrent de se retirer mais il était déjà trop tard.

« Ils persistèrent dans la grève à la condition qu'on n'incendierait pas les fabriques. En effet, aucune fabrique n'a été détruite.

« Les séditions acquièrent presque tout le pétrole qu'il y avait à Barcelone et d'autres substances inflammables. Ils achetèrent cet article à un prix élevé.

« Avec le pétrole ils arrosèrent les portes et les fenêtres des ouverts et des églises pour les incendier.

« On fait des éloges de l'attitude de quelques personnes qui sont distinguées, entre autres l'ex-alcade D. Domingo Sanllehy, qui s'offrit sans condition aux autorités et séjourna constamment dans sa maison, malgré que la place de Sainte-Anne fût le théâtre de quelques événements.

« On raconte, entre autres détails, que lorsque les troupes s'approchaient des barricades, les séditions, pour les tromper, les recevaient aux cris de : « Vive l'Armée ».

C'est un article instructif. On voit qu'il est fait d'extraits de plusieurs lettres qu'on ne publie pas intégralement pour éviter des répétitions. On voit que l'accusation contre Ferrer s'insinue habilement sous une forme tout à fait vague : on précisera plus tard. On voit que la phrase : « On croyait à Barcelone que le tristement célèbre Francisco Ferrer avait passé un mois à Barcelone avec Soledad Villafranca et qu'il avait apporté beaucoup d'argent » n'acquiert son sens véritable qu'avec la phrase suivante : « On ajoutait que l'argent avait circulé en abondance à la Maison du Peuple et qu'avec cet argent on organisa des parties de plaisir. » Nous soulignons l'importance de : « On ajoutait ». C'est le style d'Escobar et de La Cierva. On retrouve ce style dans le réquisitoire de D. Jésus Marin Rafales, dans le Résumé de l'Assesseur du Conseil et dans celui de l'Auditeur général. On le retrouvera pendant deux mois et demi dans les articles et notes officielles de 1.500 journaux espagnols et de plusieurs journaux français.

Il faut remarquer encore que le journal *El Progreso* est mis en cause en même temps que Ferrer. Cette volonté de confondre les chefs de parti républicain avec Ferrer s'affirmera chaque fois qu'il sera question des événements de Barcelone, c'est-à-dire tous les jours. On espérait se débarrasser du même coup de Lerroux et tout au moins de Sol y Ortega. Sans la chute de Maura, ce dernier était bel et bien coffré tout sénateur qu'il est. Lerroux, lui, voyageait : du Brésil aux Canaries, de Las Palmas à Londres, de Londres à Paris, et malgré les défis de

La Epoca, et les reproches indignés de Jaurès soutenant que les révolutions ne se font pas dans les cabarets à la mode, le grand homme catalan s'abstenait de paraître, bornant son activité à désavouer et avouer tour à tour ses relations avec Ferrer. Si celui-ci l'avait eu comme voisin de prison à la Carcel Modelo, on n'aurait jamais pu venir à bout de les tuer l'un et l'autre, car ce que Barcelone se souciait peu de faire pour Ferrer calomnié et méconnu, peu populaire, elle l'aurait inmanquablement fait pour Lerroux qui sera président de la République espagnole dès qu'il consentira à se laisser condamner à mort au nom du roi d'Espagne.

Le lendemain, 4 août, nouvelle insinuation :

« ... Quelqu'un qu'on suppose être le tristement célèbre Ferrer (on a depuis peu la certitude qu'il se trouva à Barcelone), arriva ici (1) avec de l'argent, et selon des informations que nous estimons dignes de foi, en un seul jour, très rapproché de la date des tumultes, on encaissait à la succursale du Crédit Lyonnais de cette place, un chèque de 50.000 pesetas qui étaient répartis la nuit même à la Maison du Peuple.

« Les exaltés ne manquaient pas, l'argent était prêt et l'on avait seulement besoin, pour que l'émeute éclatât, que la ville se trouvât dans les conditions voulues.

« Les organisateurs comprirent qu'une grève générale leur donnerait ce dernier élément. »

Point n'est besoin de se demander si l'auteur est le même ; le « tristement célèbre Ferrer » vaut une signature.

Il y a un aveu précieux : on a depuis peu la certitude qu'il se trouva à Barcelone. Evidemment, si on avait eu cette certitude plus tôt, cela eût mieux valu. L'article de la veille aurait pu paraître le 31 juillet et la note officielle du capitaine général de Barcelone relatant les événements et communiquée aux journaux le 2 août, aurait pu faire allusion à Ferrer. Mais on ne savait pas. Même aujourd'hui, 4 août, on n'est pas encore bien fixé. C'est le 9 août qu'un fait précis sera articulé et ce fait précis fera justement plus tard, à l'instruction, l'objet de la déposition de « l'unique habitant de Barcelone qui, se libérant de l'inqualifiable lâcheté qui régnait ici » (2) se présenta pour témoigner qu'il a vu, sur les Ramblas, en face le Liceo, le 27 juillet, entre sept heures et demie et huit heures et demie du soir, un groupe à la tête duquel se trouvait un homme qui lui

(1) A Barcelone.

(2) Voir plus haut.

parut être Francisco Ferrer, qu'il connaissait uniquement par une photographie. Ce témoin spontané, on s'en souvient, était un journaliste, le correspondant du journal catholique *El Universo*. Seulement c'est le correspondant du *Siglo Futuro* qui écrit le 9 août :

« Pendant la semaine, on vit plusieurs fois dans les rues Ferrer, le directeur de l'École Moderne, et on le vit une fois à la tête d'un groupe, en face du Liceo, sur les Ramblas. »

Quant au chèque de 50.000 francs qu'en un seul jour (!) on encaissait à la succursale du Crédit Lyonnais, et dont le montant était réparti la nuit même à la Maison du Peuple, il n'en sera plus question.

Maintenant l'élan est donné. Alors apparaît le Fiscal du Tribunal suprême.

Le Fiscal du Tribunal Suprême

C'est là-bas, notre Bulot d'ici. On lui a confié une mission.

« Barcelone, 10 août. — Le Fiscal du Suprême a déclaré qu'il vient rechercher les causes qui produisirent les graves troubles qui venaient de se produire.

« Il dit qu'il avait le ferme espoir de remédier au mal.

« Il a parcouru les endroits les plus éprouvés par les événements et les lieux des sinistres, appréciant toute leur importance.

« Il est disposé à entendre tous ceux qui voudront lui fournir des antécédents et nouvelles des derniers événements. A cette fin il se trouve en contact avec toutes les autorités. Il désire former le plus exact et le plus serein jugement sur ce qui est arrivé et il favorisera et hâtera l'action réparatrice de la justice » (*La Epoca*).

Il favorisa et hâta bien certainement l'action réparatrice de la justice. Nous lisons :

« Le 15 août. — M. Ugarte (c'est son nom), a dit, suivant la presse de Barcelone, qu'il se trouve très satisfait du résultat que ses investigations ont donné jusqu'à maintenant.

Je vous prie, a dit le Fiscal du Suprême aux journalistes, de publier au nom du gouvernement la reconnaissance de celui-ci et la mienne propre à Barcelone entière, pour la façon éloquente avec laquelle elle a répondu à mon invitation, accourant me faciliter toutes les informations qui étaient nécessaires pour former un jugement touchant les origines et le développement des derniers événements. » Le gouvernement s'intéresse énormément

au sort de la Catalogne, et nous pouvons avoir confiance que de cette investigation sortira quelque chose de pratique non seulement pour le présent, mais encore pour l'avenir, qui doit nous préoccuper le plus dans ces moments-ci » (*La Epoca*).

Ce quelque chose de pratique, non seulement pour le présent mais encore pour l'avenir, qui devait sortir de cette investigation, M. Ugarte nous le révèle treize jours après.

« Le 28 août. — ...S'occupant de nouveau du mouvement auquel on vient de faire allusion, M. Ugarte dit que Ferrer fut un des initiateurs et directeurs de groupes, qu'il fut à Barcelone pendant les jours d'agitation et ensuite à Mongat, où il possède une maison de campagne, et que de ce dernier point, il dirigea le mouvement, disparaissant peu après » (*La Epoca*).

« Et, le 31 août. — Le Conseil des ministres s'occupa du mémoire du Fiscal du Suprême, relatif aux événements survenus à Barcelone. Dans ce mémoire, qui est un travail très important, on relate non seulement les faits de la semaine sanglante, mais encore leur origine, l'état des organisations politiques et d'autres points intéressants qui serviront dans ces questions de guide au gouvernement » (*La Epoca*).

Le Mémoire du Fiscal du Suprême a été publié presque entier à la date du 13 septembre. Il est malheureusement impossible de l'intercaler dans cette étude rapide. La forme en est très littéraire et d'une adresse déconcertante. C'est un chef-d'œuvre. Il fit sensation. Jamais, en Espagne, un gouvernement n'avait pris autant de précautions pour fusiller un prisonnier.

Car Ferrer avait été arrêté le 1^{er} septembre dans les circonstances que l'on sait. Après les déclarations publiques du Fiscal, cette arrestation eut un énorme retentissement et le gouvernement affecta d'y attacher une gravité exceptionnelle. Tous les journaux en relatent les plus infimes détails. La Presse respire et avec elle la nation tout entière. Les *somaten* et les gardes civils qui procédèrent à la capture connaissent la célébrité. Leurs noms sont publiés, ils reçoivent des récompenses honorifiques et se partagent une gratification de 3.000 pesetas, somme considérable. C'en est fini du cauchemar de la révolution ! Aussi quel luxe de précautions, quel déploiement de forces pour transférer Ferrer à Barcelone. Songez donc, il n'aurait qu'à s'échapper. Et n'a-t-on pas tout à craindre des anarchistes capables des tentatives les plus insensées pour soustraire à la Justice l'auteur de la sédition, la tête du mouvement, le chef de l'émeute, Ferrer enfin, Ferrer prisonnier, Ferrer que cette fois on tient et qu'on ne lâchera pas.

On s'occupe de Paris

Pourtant tout restait à faire. A l'intérieur, cela allait assez bien, l'opinion publique était fixée et attendait maintenant avec plus de curiosité que d'inquiétude un dénouement qui ne faisait de doute pour personne. En l'absence des Chambres qu'on ne se presserait pas de convoquer, la suspension des garanties constitutionnelles permettrait d'appliquer la censure la plus rigoureuse et la plus fantaisiste. La protestation des journaux madrilènes en dit long à ce sujet (1).

Mais le Comité de Défense des victimes de la répression espagnole qui s'est créé à Paris a le don d'exaspérer M. La Cierva et par contre-coup *La Epoca*. Ils deviennent furieux.

« 8 Septembre. — Parlant des événements de Barcelone et de ses à-côté, le ministre de l'intérieur a dit ce matin ce qui suit :

« Déjà fonctionne à Paris l'indispensable « Comité de défense des victimes de la répression espagnole » qui s'adresse à « l'Europe consciente », racontant les tortures, les martyres, les infamies que le gouvernement espagnol commet « pour étouffer l'admirable mouvement scolaire dont Ferrer est fondateur, et qui se répand dans l'Espagne entière comme une traînée de poudre ».

« En guise de poudre, ajouta le ministre, ils pourraient parler de dynamite et ils seraient plus exacts, ces hommes généreux qui n'hésitent pas à calomnier l'Espagne pour essayer de sauver ceux qui incendièrent, saccagèrent, assassinèrent, violèrent des sépultures et voulurent blesser leur Patrie alors qu'elle se trouvait engagée dans une guerre. Si je parle de cela c'est parce que je désire faire constater que toutes ces habiletés, menaces, propagandes et émotionnantes calomnies des défenseurs d'assassins et d'incendiaires n'influeront pas sur le courage du gouvernement qui les dédaigne et ne cherche son inspiration que dans l'accomplissement de son devoir. Et ceux du flambant Comité conscient verront bientôt comment j'accomplis le mien. » (*La Epoca*).

Campagne de Scandale

« Le 9 Septembre. — Quelques apaches intellectuels, de l'un et de l'autre sexe, et plusieurs de ces « poseurs » de miséricorde révolutionnaire qui jouissent d'une grande autorité auprès de quelques-uns des hommes de lettres déliquescents des peuples latins, ont senti au plus profond de leurs poitrines conscientes,

(1) Voir plus haut.

quoique non consciencieuses, une grande peine de la détention de Ferrer, qui était un des plus efficaces commis-voyageurs de leurs marchandises littéraires avariées. Erigés en Comité, ils se préparent à faire par le monde... qui veut les écouter une campagne de scandale.

« Peignent-ils la véritable physionomie de Ferrer et de son œuvre ? Signalent-ils les crimes de Barcelone en conséquence desquels on a intenté un procès au détenu ? Reproduisent-ils même ce que beaucoup d'entre eux, avant que Ferrer fût arrêté, alors qu'ils se félicitaient de ce qu'il ait échappé à l'« inhabile police espagnole », écrivirent à la louange de ses crimes et de leurs promoteurs notoires ? Non : cette troupe transhumante des farces éblouissantes se tait là-dessus ; elle parle tout au plus de la liberté de penser ! et cherche le succès dans l'invention des fausses nouvelles les plus grossières.

« Pour eux il n'y a pas à Barcelone, à l'heure présente, une procédure judiciaire instruite avec toutes les règles et toutes les garanties d'une législation inspirée par l'esprit le plus libéral qui existe au monde et pratiquée avec la loyauté que les révolutionnaires espagnols (1) eux-mêmes, ont proclamée, entonnant des louanges à l'Armée qui a la charge de cette procédure ; non, il y a toutes sortes de supplices et de tourments inquisitoriaux.

« L'« Europe consciente » qui croit ces saltimbanques de la pitié n'aura de l'attitude du Pouvoir public de Barcelone pas d'autre idée que ce macabre libelle d'une inquisition restaurée.

« Au bas de ce roman infâme mettront, impudiques, leurs signatures : des apôtres de l'anarchisme, des littérateurs qui ont cherché de l'inspiration dans les plus grossières expansions du ventre humain, des femmes hystériques qui nourrissent de littérature leur luxure insatiable, des publicistes dont la renommée est due davantage à l'ignorance du public qu'à leur propre science, des reptiles gorgés des fonds d'Etat, et toute la bohème de la mentalité internationale.

« Mais pour retentissant que soit le scandale et pour étendue que soit la collaboration que lui fournit la scélérateuse ou purement et simplement l'imbécillité humaine, un seul fait suffira sûrement au gouvernement pour mesurer la signification morale de cette œuvre : sa coïncidence avec le courant obscur et infect des menaçants anonymes qui de tous les sinistres repaires de l'anarchisme commencent à arriver à tous ceux qui ont quelque relation avec le gouvernement, les autorités et les tribunaux.

(1) En l'espèce les républicains radicaux.

« Oui. Ces maîtres pour cacochymes, ces savants pour dégénérés, ces flambeaux de lumière pour aveugles, qui n'accomplissent plus leur travail qu'obscurément, dans l'anonymat d'une carte postale ou d'une lettre, ces anarchistes qui de toutes parts viennent manifester pour Ferrer, beaucoup d'entre eux ne sont que des rusés farceurs.

« Eh! quoi? Un des auteurs du libelle patibulaire de maintenant a dit en certaine occasion que l'empire de Maximilien de Mexique s'était abîmé dans une inondation de miséricorde et de lâcheté. Qu'ils ne se promettent pas un semblable succès. L'Espagne est une Nation constituée en démocratie. Elle a ses lois et ses procédures légalement instituées par l'Administration de la Justice et d'accord avec ces lois on fera justice à qui que ce soit et contre qui que ce soit, et les gouvernants d'Espagne, ceux-ci ou ceux de plus tard, seraient les plus vils des hommes s'ils prostituaient ces lois et déshonoraient ceux chargés de les appliquer, si la dynamite verbale de ces masques déguisés en terroristes par le style produisait le plus léger effet dans leur esprit. » *La Epoca*.

M. La Cierva parle encore

« *Le 11 Septembre.* — Ce soir, alors que le Ministre de l'intérieur recevait des journalistes comme il le fait ordinairement, quelqu'un l'interrogea sur la vraisemblance d'une nouvelle apportée par télégramme de l'Etranger et suivant laquelle on aurait présenté à la Chambre des Communes une proposition pour protester contre les procédures qu'emploie l'Espagne vis-à-vis des incendiaires de Barcelone.

« M. La Cierva n'avait pas connaissance d'une telle protestation mais il fit, à propos de cette affaire, d'intéressantes déclarations.

« Ce pays-ci n'est pas un pays sans lois, où tout se fait par caprice, dit-il, et nous ne sommes pas des marocains.

« Au dehors on nous a fait la légende du tambour de basque et du couteau dans la jarrettière, et maintenant on la veut troquer pour la légende de l'Inquisition.

« Si les anarchistes et révolutionnaires de Barcelone trouvent des protecteurs hors d'Espagne, cela ne suffira pas pour que le gouvernement rétrograde d'une ligne dans l'accomplissement de son devoir, ni pour que les tribunaux militaires cessent de remplir le leur.

« En ce qui me concerne, je suis convaincu d'une chose : si les éléments agitateurs et anarchistes crient tant, c'est que j'ai mis le doigt dans la plaie et je suis disposé à appuyer le doigt davantage. » *(La Epoca)*.

« *Le 12 Septembre.* — M. La Cierva insista de nouveau sur ses déclarations relativement aux efforts de déterminés éléments révolutionnaires et anarchistes de l'Etranger pour empêcher que le gouvernement châtie les auteurs des événements de Barcelone.

« Il est inutile qu'ils fassent du bruit, dit-il, parce que leurs cris seraient pour moi une invitation à serrer davantage la vis, n'était que la Justice s'accomplira froidement et sereinement.

« Tout ce tumulte me produit la sensation d'aboiements que je méprise, sans qu'ils me fassent oublier un seul moment l'accomplissement de mon devoir. » *(La Epoca)*.

« *Le 15 Septembre.* — Cet après-midi, au cours de la visite que les journalistes font périodiquement au Ministre de l'intérieur, l'un d'eux l'interrogea sur la vraisemblance d'un bruit mis en circulation, suivant lequel les nouveaux documents trouvés peuvent faire convertir la procédure militaire suivie contre Ferrer en procédure sommaire.

« M. La Cierva dit qu'il ne savait rien sur cette question depuis qu'elle se trouve entre les mains des Tribunaux.

« Il est vrai, ajoute-t-il, que je viens de voir dans un journal de Genève qu'on qualifie d'aveugle la justice militaire qui intervient dans les événements de Barcelone. Pour apprécier l'inexactitude de ces jugements, il suffira de rappeler que les événements de Barcelone se déroulèrent du 28 au 31 Juillet et que depuis un mois et demi les Tribunaux militaires remplissent leur tâche avec la plus grande circonspection, aidés des juges ordinaires, tous en fonction.

« De sorte qu'on ne peut pas dire que ces tribunaux émettent leurs sentences avec légèreté ni qu'ils jugent sans preuves. »

Bien entendu.

Leurs Documents

Ce La Cierva avait de l'esprit et c'était un homme pratique. Des organes tout-à-fait privilégiés furent admis à l'honneur de publier des pièces empruntées au dossier de l'instruction. Ce sont les fameux documents trouvés par des policiers au domicile de Ferrer, dans des circonstances mal définies.

On a beaucoup parlé de ces documents et l'on en parlera beaucoup encore. Il faut donc les publier tels qu'on nous les a révélés. Les voici.

Il y a d'abord le faux dont Ferrer parle dans sa lettre du 1^{er} octobre, contre lequel il n'a cessé de protester, contre lequel Soledad Villafranca protesta, contre lequel proteste le plus simple, le plus naïf, le plus élémentaire bon sens. Qu'on lise attentivement.

I^{er} Faux

CIRCULAIRE N^o 1

« Compagnons,

« Compagnons de dégradation, de misère et d'ignominie : Si vous êtes des hommes, écoutez : laissons les bourgeois calculer quels bouleversements, quelles usures, quels empoisonnements leur seront plus lucratifs.

« Laissons les politiciens de profession forger des programmes de toutes les couleurs qui tous concourent au même but : vous exploiter.

« Laissons les commerçants de la dénommée Union (1), faux rédempteurs égoïstes qui se contentent d'une économie de cent millions, et promettent de payer à nos dépens le clergé et l'armée qui leur garantissent leurs vols et leurs fraudes.

« Ces commerçants, ces politiciens, tous les bourgeois ne sont qu'une quantité méprisable. Nous sommes les plus nombreux et les meilleurs ; mais ils nous exploitent, nous sacrifient, nous tuent et nous déshonorent, parce que nous ne sommes pas des hommes ou ne nous conduisons pas comme tels. Ils nous considèrent comme un vil troupeau de brebis galeuses et ils ont presque raison, puisque nous y consentons.

« Par fortune, l'heure s'approche de démontrer devant le monde que nous ne voulons plus être exploités.

« Compagnons, soyons des hommes !

« A l'heure de la révolution qui approche, passez par dessus les infâmes bourgeois et leurs programmes ridicules. Avant d'édifier, il importe de raser toutes les ruines. Si parmi les politiciens il se trouve quelque homme digne de respect, quelque citoyen qui jouisse d'une popularité juste ou injuste, vous verrez bientôt comme, au moment critique, il essaiera de vous contenir, d'éteindre les mèches allumées, sous prétexte d'humanité et de sentiments généreux. Mais n'en faites pas de cas, passez par dessus eux ; tuez-les si c'est nécessaire. Par aventure, ont-ils pensé à la générosité et à l'humanité quand ils torturaient Portas à Montjuich, quand Polavieja assassinait à Manille, quand Weyler s'exerçait sur les victimes sans défense de l'infortunée Cuba ?

« Vienne la révolution, parce qu'elle est aussi inévitable que la banqueroute ; mais ne la laissez pas aux mains d'une bour-

(1) L'Union républicaine, sans doute.

geoisie aussi odieuse que réactionnaire. Et n'ayez pas de repos que vous n'ayez tiré toutes les conséquences d'une révolution qui, sans vous, serait aussi honteuse que stérile.

« PROGRAMME

« Abolition de toutes les lois existantes.

« Expulsion ou extermination des Communautés religieuses.

« Dissolution de la Magistrature, de l'Armée et de la Marine.

« Démolition des églises.

« Confiscation de la Banque et des biens de tous hommes, civils ou militaires, qui auraient gouverné en Espagne ou dans ses anciennes colonies.

« Emprisonnement immédiat de tous ces hommes, jusqu'à ce qu'ils se justifient ou soient exécutés.

« Interdiction absolue de sortir du territoire, même sans rien emporter, à tous ceux qui auraient exercé des fonctions publiques.

« Confiscation des chemins de fer et de toutes les banques mal dénommées de crédit.

« Pour l'accomplissement de ces premières mesures, on constituera une délégation de trois délégués ou ministres : des Finances, des relations extérieures et affaires intérieures. Ils seront élus plébiscitairement ; aucun avocat ne pourra être élu et ils seront solidairement responsables devant le peuple.

« Vive la Révolution !

« Exterminatrice de tous les exploiters !

« Vive la Révolution !

« Vengeresse de toutes les injustices !

« NOTA. — Les compagnons qui veulent montrer qu'ils sont des hommes, demanderont la circulaire n^o 2 à qui leur aura livré la présente.

« Compagnons, en vous adressant cette deuxième feuille, nous vous rappelons le programme contenu dans la première. Cherchez-le si vous ne l'avez pas lu ; faites-le connaître à vos camarades ; que vos enfants l'apprennent de mémoire, et divulguez-le le plus possible.

« Notre programme est l'unique programme sincère, révolutionnaire et libérateur. Ne faites aucun cas de ceux qui vous disent qu'il est l'œuvre du gouvernement, de la Police ou des ennemis du prolétariat. Ne craignez pas qu'il vous divise ; ce pouvoir de diviser est l'apanage des seuls programmes politiques ou de parti, pleins de lacunes, de réserves et de mauvaises

intentions. Le nôtre ne peut être plus clair. Nous voulons et avons besoin de détruire tout, et nous le déclarons ainsi avec une loyale franchise. Nous ne trompons pas même nos ennemis.

« On vous dira que c'est un programme négatif. Il est vrai : parce que c'est un programme de la première minute ; après viendra la répartition des vivres, la destruction et le rasement des quartiers immondes et même de villes entières, parce qu'antihygiéniques, antiartistiques et archimalsaines ; viendra ensuite la répartition des terres, et la sanction populaire des actes de la Révolution. Ces choses ne s'exécutent pas en les comprenant simplement dans les programmes prévus, mais par la volonté suprême, par l'effort commun de l'immense masse prolétarienne. L'instinct de conservation vous les dictera, puisque sans elles la Révolution périra, provoquant elle-même une réaction sanglante.

« Il est naturel que les classes conservatrices et voleuses opposent de la résistance ; ce qui est incompréhensible, c'est que la résistance vienne des parias à redingote crasseuse et à chapeau bossué, comme s'ils n'étaient pas victimes, de même que nous, de l'iniquité la plus irritante. Ces journalistes, ces employés, ces malheureux qui passent des nuits entières veillant et travaillant pour en enrichir d'autres, sont plus misérables que nous-mêmes, parce qu'ils ne luttent pas pour leur rédemption ; nous luttons, nous, pour la leur et pour la nôtre, jusqu'à les convaincre que le militarisme et le cléricalisme sont les bras du capitalisme, bourreau des hommes, tyran des peuples, grand ennemi de la rédemption humaine. Commençons par les bras, il sera plus facile ensuite de décapiter le monstre. Préparez-vous, travailleurs, l'heure arrive.

« *Ci-joint, la recette pour fabriquer la plancastite* » (sic).

La veille, la *Epoca* annonçait la trouvaille de ce document en ces termes :

« *Au pouvoir de Ferrer. — Proclamations révolutionnaires. — Recette d'explosifs.*

« *Barcelone, 12, 24 soir.* — Dans une perquisition pratiquée (1), ont été trouvés au pouvoir de Francisco Ferrer la minute d'une proclamation séditieuse, un programme révolutionnaire, et avec ces écrits une recette pour la fabrication d'un explosif avec la plancastite » (sic).

A deux reprises, et à un jour d'intervalle, nous trouvons ce mot : « panclastite » orthographié : « plancastite ». Est-ce là

(1) Où ? Quand ?

l'obstination d'un maladroit rédacteur de la *Epoca* ou simplement une preuve d'ignorance de la part du policier au zèle de qui le document doit de figurer au dossier ?

Il y a ensuite cet autre faux :

2^{me} Faux

« Aux Compagnons,

« Plusieurs parmi vous ont lu le discours que je voulais répartir entre tous les délégués mais qu'il me fut impossible de leur remettre ne voulant pas l'imprimer. Vous êtes tous d'accord avec nous pour croire que pour faire la révolution nous devons, les révolutionnaires, nous donner la main.

« Nous ne prétendons pas vous unir tous, il s'en faut.

« Nous cherchons seulement 300 hommes qui, comme nous, soient disposés à jouer leur tête pour engager le mouvement à Madrid.

« Nous choisirons l'occasion propice, comme par exemple, au moment d'une grève générale, ou la veille du premier mai.

« Nous sommes en relation avec le parti ouvrier et avec d'autres forces révolutionnaires pour préparer le terrain.

« Nous sommes complètement convaincus que le jour où, à une même heure, tomberont les têtes de la famille royale et de ses ministres, où s'écrouleront les édifices qui les abritent, la panique sera telle que nos amis n'auront pas besoin de lutter beaucoup pour s'emparer des édifices publics et organiser les comités révolutionnaires.

« A vous, les premiers adhérents, reviendra la gloire d'être les initiateurs et de mourir les premiers pour la cause : mort mille fois plus honorable que de vivre sous la honteuse domination d'une bande de filous, commandée par une étrangère et soutenue par des cléricaux et des exploités. Debout, donc, cœurs nobles et vaillants, fils du Cid. N'oubliez pas que du sang espagnol court dans vos veines. Vive la Révolution ! Vive la dynamite !

« Que tous ceux qui veulent faire partie des premiers 300 écrivent leurs noms et adresses à M. Ferrer, poste restante, rue Lafayette, Paris, et les laissent sur la table du secrétaire, qui leur dira l'adresse du directeur.

« Ceux qui adhéreront aujourd'hui écriront trois fois par mois, les 10, 20 et 30, en commençant le 30 courant, disant une ou plusieurs des choses suivantes :

« Il n'y a rien de nouveau : j'ai un, deux, trois, etc., amis de plus (avec noms et adresses).

« Avec défense (armes) ou sans défense.

« Pouvant voyager (ce qui voudra dire qu'il pourra se payer le voyage à Madrid).

« Voulant voyager (ce qui voudra dire qu'il est prêt, mais qu'il n'a pas d'argent).

« Avec vivres pour un, deux, etc. (ce qui voudra dire dynamite).

« Deux ou trois jours avant le jour destiné on appellera les conjurés à Madrid pour leur exposer le plan et voir à ce que les organisateurs aillent les premiers aux points périlleux, pour démontrer que de même qu'ils ont su vous grouper et organiser le mouvement, ils sauront donner l'exemple d'abnégation et de sacrifice pour le bien de la liberté et de l'émancipation humaine ».

Il n'y a pas, il n'y a jamais eu de bureau de poste rue Lafayette. Cette rue est la plus longue de Paris après la rue de Vaugirard; elle traverse deux arrondissements qu'elle coupe en diagonale, croise d'importantes artères, de l'Opéra où bat le cœur de la rive droite, à la Villette. Elle passe devant une grande gare, la gare du Nord. Elle devrait avoir au moins un bureau de poste, cependant elle n'en a point. On ne pense pas tout, n'est-ce pas, et l'on n'est pas obligé de tout savoir.

Un vieux Papier

Il y a enfin une lettre de Lerroux à Ferrer, datée du 1^{er} décembre 1899. L'inconscience et l'aveuglement des ministres osaient rattacher publiquement cette missive lointaine aux événements récents. Elle est très longue et n'offre qu'un intérêt rétrospectif. On y lit des choses comme celles-ci : « Allons au peuple et disons-lui : Travailleur salarié, dont le travail fait vivre dans l'oisiveté l'Etat, le riche, le curé, le soldat et le juge qui te volent les deux tiers du produit qui t'appartient en totalité, nous allons en finir avec tout cela. Nous voulons que tous travaillent, pour que tous produisent et qu'aucun ne fainéantise, vivant aux dépens d'autrui. Travailleurs, nous sommes comme toi : l'égalité morale que prêcha le Christ ni la liberté politique que prêcha la Révolution française ne nous suffisent; une transformation sociale? Faisons-la donc. Et si ensuite il nous manque un gouvernement, que ce soit la République, aussi libérale et radicale que possible, mais sur le drapeau de laquelle nous inscrirons cette devise : Nous lutterons jusqu'à ce que les hommes n'aient plus besoin de lois, de gouvernements, de Dieu, ni de maîtres ».

Une lettre d'un ami politique vieille de dix ans, des pièces apocryphes dans lesquelles un mot terrifiant explose avec une

orthographe invraisemblable, Espagne infortunée! c'est avec des moyens aussi misérables qu'ils ont commis leur crime!

Dans leur acharnement à compromettre Ferrer, ils se compromettent eux-mêmes d'une manière irrémédiable. La publication de ces faux était une ignominie, nous en sommes d'accord; c'était également une maladresse. Mais l'action du Comité de Paris les irrite, les énerve, les affole. Ils perdent toute mesure, ils deviennent cyniques et ils écrivent dans l'éditorial de *La Epoca* du 14 septembre :

Allons-y !

« C'est vrai. Les journaux ultra-radicaux et ceux franchement révolutionnaires, depuis la détention de Ferrer mènent contre l'Espagne une campagne qui arriverait à être déshonorante si elle pouvait atteindre une telle portée. Les journaux disent qu'il règne en Espagne une réaction effrénée et une tyrannie absurde. Toutes les libertés sont supprimées, toutes les lois enfreintes. Ils commencent à tisser une autre légende comme celle de Montjuich. Ils dépeignent les tribunaux militaires comme les sicaires du monarchisme et de la cléricaille. Et comme tout cela s'invente en faveur de Ferrer, on montre celui-ci comme un rédempteur du peuple, selon ce que disent les Portugais quand ils n'ajoutent pas : de l'humanité. Ferrer est un apôtre de l'enseignement désintéressé, de la morale saine, de toutes les idées nobles et généreuses qui sauveront le monde, et l'Espagne est la terre cruelle où l'on poursuit cet homme.

« Voilà les injures dont on blesse l'Espagne dans ces journaux et qui des journaux passent au meeting. Dans l'un, qui eut lieu à Paris samedi, on répéta tout cela sur notre réaction; on glorifia Ferrer, on injuria gravement notre Armée, on annonça clairement qu'on commettrait des attentats à Madrid, et Lerroux, par l'intermédiaire de Malato, adhéra à tout cela avec enthousiasme.

« Et nos pauvres collègues, consternés, ne peuvent protester contre ces injures, contre ces menaces viles! Pourquoi pas? Qu'ils osent! et ils verront que personne ne les réprimera. Au lieu d'apporter dans leur campagne des manifestes dans lesquels ils déplorent une réaction imaginaire, qu'ils disent bien haut qui est Ferrer, qu'ils reproduisent ces documents sinistres qui le peignent, qu'ils cherchent dans le *Journal des Sessions* ce qui a été dit de lui aux Cortès, qu'ils voient dans des journaux professionnels ce que des cléricaux comme Salillas ont écrit, qu'ils mettent au jour tout cela, qu'ils reconstruisent, en face

de Ferrer glorieux, au nom de qui on adresse à l'Espagne, à son Roi, à son Armée, à ses Tribunaux, ces injures grossières et ces menaces viles, le Ferrer authentique que peignent ces documents qui font foi; qu'ils ne nous les laissent pas à nous dont le tirage est restreint, mais qu'ils leur donnent la vie et le relief de leurs rotatives envahisseuses.

« Qu'est-ce qui les arrête? Qui les en empêche? Le secret de l'instruction? Nous en avons trahi d'autres auparavant et il ne nous est rien arrivé. Le danger de faire circuler cette prose nocive? Le danger se neutralise avec les commentaires que ces documents suggéreront sûrement au patriotisme angoissé de nos collègues.

« Courage donc! Loin de nous les scrupules. En disant qui est Ferrer, en ne cachant pas ses accointances avec Lerroux, nous démolirons mieux cette campagne déchaînée contre la réaction espagnole. »

Ceci est du La Cierva. On y retrouve la faconde brutale et l'ironie lourde et vulgaire du ministre qui considère la protestation européenne comme une invitation à « serrer davantage la vis ». Cet article violent, entre combien d'autres, dont *La Epoca* cingle la Presse trop lente à se mouvoir, trahit la volonté de salir Ferrer à tout prix.

Une Interview

La veille même, M. Carlos Miranda achevait la relation d'une visite qu'il avait faite au Mas Germinal, relation qu'il publiait depuis quatre jours dans son journal, *El Liberal*, sous ce titre sensationnel pour les pieux espagnols : « Dans le sanctuaire d'un athée ». Il y avait rencontré dona Josepha, la mère de Soledad Villafranca, celle que *La Epoca* appelle la belle-mère « laïque » de Ferrer, tant les préjugés religieux ont de force en Espagne. Et là, seul avec cette femme qui se lamente devant la tempête, seul avec cette mère timorée dont la fille est exilée, ce Miranda émérite, que le *Matin* devra s'attacher en qualité de correspondant et donner pour collègue à ses policiers amateurs, cuisine savamment la petite vieille qu'une pareille visite distrahit, qui ouvre toutes grandes les portes de la maison dont elle a la garde, qui va, vient, bavarde, jacasse, débine son gendre, raconte, invente, brode au los de sa fille qui n'est plus là pour la faire taire, pour l'avertir que ce monsieur bien mis, si bon enfant, si aimable, c'est un mouchard, une « casserole », qui écoute avec attention et recueille tous les propos échappés, les ragots, les cancans, qui les mélange, les malaxe, les triture, les arrange, et qui, rentré chez lui, comme

il n'y a pas de sot métier, de mouchard deviendra journaliste, encore tout crotté prendra sa plume, pondra quatre articles et mettra au bout de ses huit colonnes bien tassées, ces « déclarations (?) » de la mère de Soledad Villafranca :

... « Ferrer est un homme sombre et si sérieux que je ne l'ai jamais vu rire. En outre de cela il est très égoïste et d'une avarice sordide et je ne sais ce qu'il veut faire de sa richesse que j'évalue à plusieurs millions de pesetas. Maintenant on a dit (!) et je n'en doute pas, qu'il fit, à l'occasion des événements dont Barcelone fut le théâtre pendant la dernière semaine de Juillet, une opération de bourse qui lui rapporta plusieurs millions de douros (1). Même sans cela Ferrer est immensément riche »...

On a dit !

« Il convient, explique le *Diario del Comercio* de Barcelone, qu'on sache que pendant que les « apaches » de moindre qualité s'occupaient ici à dépouiller des images, fracturer des troncs, dérober des calices et dévaliser les caisses des églises et des couvents, les grands apaches s'adonnaient au doux travail de réaliser dans les Bourses des différences de six ou sept points, produit de leurs vols qui ne diffèrent en rien de ceux du grec jouant à cartes vues. Avec la particularité, toutefois, qu'il est bon de noter, que ceux-là s'exposaient à recevoir un coup de feu ou à être emprisonnés, ceux-ci empochaient tranquillement le fruit de leurs rapines et festoyaient en l'honneur de leurs succès teints de sang. » (19 septembre).

Il fallait, pour le peuple espagnol si pauvre et si misérable, la légende de Ferrer riche; il fallait, pour les ouvriers qui risquent leur peau dans un soulèvement, la légende de Ferrer spéculant à la bourse sur l'émeute.

Il ne faut rien livrer au hasard

On prit encore une dernière et importante précaution.

On se souvient que Soledad Villafranca, José Ferrer et sa femme, ainsi que les collaborateurs de Ferrer, avaient été, après la perquisition infructueuse du 11 août, déportés à Alcaniz d'abord, et de là à Téruel. Comme, eux présents, on n'avait trouvé aucun papier compromettant, on espérait être

(1) Le douro vaut cinq pesetas, la peseta correspond nominalement au franc.

plus heureux en leur absence et l'on sait avec quel à-propos cette hypothèse se vérifia.

Mais l'éloignement de la famille et des amis de Ferrer tient encore à d'autres causes.

Dès les premières insinuations, loin de songer à fuir, Ferrer voulut au contraire se montrer pour confondre ses accusateurs anonymes. Il en fut empêché par Soledad qui n'eut pas de peine à lui faire comprendre la folie d'une semblable entreprise au moment où la réaction démontée battait l'Espagne de sa vague furieuse.

Il se cache donc, attendant que le calme revenu lui permette de se justifier.

Une imprudence commise, sa signature apportée du jour au lendemain à une maison de banque de Barcelone tandis qu'on le croit en Belgique ou à Londres, donne l'éveil aux autorités. Et pendant que del Muni raconte ironiquement dans *Le Gaulois* que Ferrer, « le pauvre torturé », est libre comme l'air et fait la navette entre la France et l'Espagne sans être molesté par personne, la surveillance se resserre autour de sa retraite présumée et on l'isole en faisant le vide au Mas Germinal.

Enfin, alors que le juge instructeur échafaudait péniblement (1) l'accusation, on craignit que le témoignage de Soledad en renversât le fragile édifice. Déportée, elle pouvait encore faire entendre sa voix. On l'emprisonna.

Voici la dépêche publiée par *La Epoca* :

« *Barcelone, 7 Septembre.* — On télégraphie de Téruel que Soledad Villafranca, José Ferrer et son épouse ont été emprisonnés. »

Et voici comment on interprétait cet emprisonnement :

« *10 Septembre.* — Le fait d'avoir élevé à la prison la mesure de bannissement dont Soledad Villafranca, l'amie de Ferrer, le frère de celui-ci et son épouse furent l'objet, laisse supposer au public qui suit avec un intérêt croissant le cours de la procédure contre l'ex-directeur de l'Ecole Moderne, que le procès se complique et que la culpabilité s'accroît, car s'il en était autrement, selon toute logique, ceux-là n'auraient pas été inquiétés. (*La Epoca*). »

(1) « Le Fiscal ne trouvant pas de preuves contre moi, s'est adressé au Fiscal du Tribunal suprême, en lui demandant sur quelles charges il s'est basé en affirmant ma culpabilité au roi. Le Fiscal du Tribunal suprême répondit qu'il ne pouvait pas donner de preuves, car il n'en avait pas, qu'il s'était fait son opinion d'après les bruits courant à Barcelone ! » (Lettre de Ferrer du 6 octobre 1909).

C'est vers cette époque qu'on publie les faux documents que nous reproduisons plus haut. La presse réactionnaire, démuselée, hurle et bave. Au milieu de ce vacarme le Fiscal ne perd pas son temps.

« *18 Septembre.* — On assure que la procédure contre Francisco Ferrer touche à sa fin, et que dans les derniers jours de la semaine prochaine elle pourra être close.

« S'il en est ainsi, en effet, le conseil de guerre, dont l'opinion publique, convaincue de la grande culpabilité de l'accusé, attend la réunion avec une véritable anxiété, ne se ferait pas attendre plus de dix à quinze jours. » (*La Epoca*).

Pourtant cette opinion publique pourrait s'étonner tout de même de ce que le principal témoin ne soit pas entendu ; on publie donc le même jour :

« *18 Septembre.* — Le juge militaire s'est rendu en personne à la prison pour interroger Ferrer.

« On dit que l'amie de Ferrer, Soledad Villafranca, arrivera bientôt, venant de Téruel, pour témoigner dans le procès et pour éclaircir quelques points de l'instruction, principalement ceux ayant trait au lieu où l'accusé se cacha. » (*La Epoca*).

De sorte que lorsque Soledad, inquiète, puis effrayée de ne pas recevoir de convocation, prendra la détermination d'écrire au juge pour demander à être citée, il lui répondra froidement : « Trop tard ! »

A présent rien ne sauvera Ferrer. L'« Europe consciente » peut s'indigner, les tribunaux militaires achèveront leur œuvre.

IV

LES ASSASSINS

Crespo Azorin, ex-gouverneur civil de Barcelone.
Ugarte, fiscal du tribunal suprême (procureur général).
Valerio Razo y Negrini, commandant, juge instructeur.
Jesus Marin Rafales, capitaine d'infanterie, régiment de Vergara, fiscal (procureur) devant le conseil de guerre.
Ramon Pastor, auditeur général de la quatrième région.
Enrique Gesta y Garcia, lieutenant auditeur de 2^e classe.

Eduardo De Aguirre, lieutenant-colonel d'infanterie, régiment de Mahon, président du conseil de guerre.

Pompeyo Marti Monferrer, capitaine au 4^e régiment mixte du génie, conseiller.

Sebastian Calleras Portas, capitaine au 4^e régiment mixte du génie, membre du conseil de guerre.

Marcelino Diaz Casabuena, capitaine au 9^e d'artillerie montée, membre du conseil de guerre.

Manuel de Llanos Terriglis, capitaine d'infanterie, régiment de Mallorca, membre du conseil de guerre.

Aniceto Garcia Rodriguez, capitaine de recrutement de la zone de Barcelone, membre du conseil de guerre.

Julio Lopez Marzo, capitaine d'infanterie, régiment d'Alcantara, membre du conseil de guerre.

Ceux-ci sont des complices.

Quant aux assassins, tout le monde les connaît; il y en a trois :

Alphonse XIII, roi d'Espagne.

Maura, ex-président du Conseil.

La Cierva, ex-ministre de l'Intérieur.

Ce sont ceux-là qui ont fait le coup. Les moines leur ont désigné la victime, mais ce sont eux qui ont guetté Ferrer et qui l'ont tué.

Ils l'ont tué lâchement, féroce, sauvagement. L'homme ne pouvait pas se défendre. Ils lui avaient lié les pieds et les mains, ils l'avaient bâillonné. Ils disaient qu'il avait fait quelque chose, on ne sait pas au juste quoi. Aidés de leurs complices, pour faire croire qu'ils voulaient le juger, ils avaient fait venir des gens qu'ils appelaient des témoins, un nommé Emiliano Iglésias, un nommé Lorenzo Ardid, un nommé Llarch, soixante autres. On ne pouvait pas admettre qu'ils le tueraient. Quand ils l'ont frappé le monde entier a poussé un cri d'horreur.

Est-il possible qu'un tel crime demeure impuni ?

Est-il possible que ces assassins continuent à vivre comme tout le monde, comme s'il ne s'était rien passé ?

Peut-on obliger les honnêtes gens à respirer l'air qu'ils respirent ?

Mais ces misérables sont au-dessus des lois qu'ils font.

Qui les jugera ?

(Décembre 1909).

Auguste BERTRAND.

COLLECTION DE LITHOGRAPHIES

Capitalisme, par Comin'Ache. — **Education chrétienne**, par Rouville. — **La Débâcle**, dessin de Vallotton, gravé par Berger. — **Le dernier gîte du trimardeur**, par Daumont. — **L'Assassiné**, par C. L. — **Souteneurs sociaux**, par Delannoy. — **Les Défricheurs**, par Agard. — **Les Bienheureux**, par Heidbrinck. — **La Jeune Proie**, par Lochard. — **Le Missionnaire**, par Willaume. — **Frontispice**, par Rouville. — **L'homme mourant**, par L. Pissaro. — **Sa Majesté la Famine**, par Luce. — **La vérité au Conseil de Guerre**, par Luce. — **Provocation**, par Lebasque. — **Ceux qui mangent le pain noir**, par Lebasque. — L'édition ordinaire, **2 francs**.

Il ne reste plus qu'en nombre restreint : **L'Incendiaire**, par Luce. — **Porteuses de bois**, par C. Pissaro. — **L'Errant**, par X. **Le Démolisseur**, par Signac, **L'Aurore**, par Willaume. — **Les Sans-Gîte** par C. Pissaro. — **On ne marche pas sur l'herbe**, par Hermann-Paul. — **Mineurs Belges**, par Constantin Meunier. **Ah ! les sales Corbeaux**, par J. Hénault. — **La Guerre**, par Maurin. — **Epouvantails**, par Chevalier. — **La Libératrice**, par Steinlein. — L'édition ordinaire, **3 francs**; Pour les éditions d' amateur, s'informer au préalable, quelques-unes sont épuisées.

Aux petits oiseaux, de Willette, **10 fr.**

Reproduction des **Errants**, de Rysselberghe; édition ordinaire, **1 fr. 25**; sur japon, **3 fr. 50**.

Il ne reste plus qu'un nombre très limité de collections complètes. Elles sont vendues **75 francs** l'édition ordinaire, **150 francs** celle d' amateur.

LITHOGRAPHIES EN COULEURS

Les Temps Nouveaux, Willaume, épuisé, une dizaine d'exemplaires à 5 fr. **La Charrue**, Pissaro, édit. ordinaire, 2 fr.; d' amateur, 3 fr. 50; **Drapeau rouge**, Luce, édit. ord., 2 fr.; d' amateur, 3 fr. 50; **La Mère**, Lebasque, édit. ord., 2 fr.; d' amateur, 3 fr. 50; **La Confession**, Hermann-Paul, édit. ord., 2 fr.; d' amateur, 3 fr. 50. — Ces lithos ont été tirées pour servir de frontispice aux volumes de notre supplément, mais peuvent s'encadrer, 37-28.

Repaire de Malfaiteurs, par Willaume, tirage ordinaire, 2 fr.; tirage d' amateur, 5 fr. Il en reste très peu des deux.

Album, contenant les 52 dessins parus dans la 11^e année des *Temps Nouveaux*, dus au crayon de AGARD, BRADBERRY, COUTURIER, W. CRANE, DELANNOY, DELAW, GELNER, GRANDJOUAN, HÉNAULT, HERMANN-PAUL, P. IRIBE, JOSSOT, KUPKA, LEBASQUE, LUCE, B. NAUDIN, ROBIN, ROUBILLE, RYSSSELBERGHE, STEINLEIN, VAN DONGEN et WILLAUME.

Prix : 5 francs ; Franco : 6 francs.